

# La politique étrangère de Imre Thököly (1678—1685)

Par ÉVA BÓKA (Amsterdam)

## Introduction

La Hongrie fut, pendant les années 80 du 17<sup>e</sup> siècle un pays divisé en trois, la Hongrie royale, la Principauté de Transylvanie et le territoire sous domination turque. Par la suite des conquêtes de *Thököly* un autre centre de pouvoir se forma en Haute-Hongrie. Qui fut cet homme, qui fut la source de tant de discussions aussi bien à son époque que parmi les historiens jusqu'à aujourd'hui? Comment peut on estimer son rôle historique? A-t-il trouvé un bon moment pour obtenir l'indépendance de la Hongrie, a-t-il bien mesuré les chances de l'appui français? Était-il réel de compter sur des négociations avec le but de réorganiser le territoire de l'Europe? Aurait-il dû trouver un accord avec l'empereur, qui, pour un moment, était en recul, et qui était près de donner des concessions aux hongrois? Est-ce que c'était, au fond, un bon moment pour s'accomoder avec l'empereur? Comment peut on interpréter son alliance turque, y avait-il un moyen de s'en sortir? Toutes ces questions concernant la politique étrangère de *Thököly* signalent combien sa politique, qui avait pour but la Hongrie indépendante, était à la merci des intérêts des grandes puissances de l'époque. Réorganiser la Hongrie indépendante qui semblait être un but bien supérieur aux forces du pays. Y avait-il une possibilité, quand même, d'y arriver avec une politique sage et raisonnable?

## Thököly et son héritage politique

*Imre Thököly* (1657—1705) était le descendant d'une famille aristocratique très riche de Haute-Hongrie<sup>1</sup>). Encore très jeune, (il avait à peine 20 ans) il a

---

<sup>1</sup>) Sur la politique étrangère de *Thököly*:

*Les sources*: les rapports des ambassadeurs de France se trouvent aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Correspondance Politique (dans la suite A. E. C. P.), Turquie, t. 16—17.; Correspondance Politique Hongrie, t. 6.; Correspondance Politique Autriche, t. 53—57.; les rapports de *Guilleragues* sont publiés dans *Guilleragues*, Correspondance. Publié avec

déjà trouvé un moyen de jouer un rôle politique très important. Sa vie se passa au sein de la noblesse hongroise, qui, après la conclusion de la paix de Vasvár avait choisi la résistance contre l'empereur. Son père appartenait aussi à ces hommes. Il vivait donc dans un milieu opposant à l'absolutisme Habsbourg, et hostile à l'empereur. Il est évident, que parmi ses mémoires d'enfance les images de la terreur impériale qui avait suivi la conjuration de *Wesselényi* en Haute-Hongrie occupaient une place importante. Son père avait donné de l'argent pour une révolte armée contre l'empereur après la conclusion de la paix de Vasvár, et il était prêt à y prendre un rôle important. Il éveilla contre lui la colère de l'empereur, ses biens furent confisqués, son château d'Arva fut attaqué par les armées impériales. Pendant le siège, le père de *Thököly* trouva la mort, et lui même devait prendre la fuite. Il trouva un refuge dans la Principauté de Transylvanie parmi les Malcontents hongrois.

---

introduction et notes de F. Deloffre et J. Rougeot, t. I—II. Genève 1976; I. Hudița, Répertoire des documents concernant les négociations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII<sup>e</sup> siècle (1635—1683). Paris 1926; E. Hurmuzaki, Documente privatoare la istoria Românilor. Bucarești 1912, t. 16.; F. Deák, Bujdosók levéltára. Budapest 1883; idem, Gróf Thököly Imre levelei. A gróf Teleki család marosvásárhelyi levéltárából. Budapest 1882. Erdélyi Országgyűlési Emlékek. Red. S. Szilágyi, t. 17—18. Budapest 1875—1898; S. Gergely, Thököly Imre és a francia diplomácia (A francia külügyminiszterium levéltárában lévő »Hongrie« című hét kötetes gyűjteményből), *Történelmi Tár* (Budapest 1886—1889) t. 1886, p. 471—508; t. 1887, p. 155—172; 319—338; 526—542; 748—764; t. 1888, p. 712—742; t. 1889, p. 707—721. Recueil des Manuscripts de Mór Dercsényi sur la politique de Thököly, Magyar Tudományos Akadémia Kézirattára, Budapest; Török-magyarkori államokmántár. Red. A. Szilády et S. Szilágyi, t. 6. Pest 1868—1871.

*Littérature*: D. Angyal, Késmárki Thököly Imre, 1657—1705. I—II. Budapest 1888—1889; L. Benczédi, Rendiség, abszolutizmus és centralizáció a XVII század végi Magyarországon (1664—1685). Budapest 1980; J. Bérenger, Le Royaume de France et les »Malcontents« de Hongrie. Contribution à l'étude des relations entre Louis XIV et Imre Thököly (1678—1689), *Revue d'Histoire Diplomatique* 87 (Paris 1973), p. 277—319; J. Bérenger, Les »Gravamina«. Remontrances des diètes de Hongrie de 1655 à 1681. Paris 1973; Les relations franco-autrichiennes sous Louis XIV. Siège de Vienne (1683), sous la direction de J. Bérenger. Colloque à propos du tricentenaire du siège de Vienne, 9—11 mars 1983. École Spéciale Militaire de Saint-Cyr 1983; B. Köpeczi, A Thököly felkelés külpolitikája, *Valóság* (1974) No. 7, S. 40—49; idem, »Magyarország a kereszténység ellensége«. A Thököly felkelés az európai közvéleményben. Budapest 1976; G. Orel, Thököly diplomáciája. Budapest 1906; L. Szalai, Magyarország története. T. 5. Pest 1866; Magyarország története. T. 3. Red. P. Zs. Pach et A. R. Várkonyi. Budapest 1985; A Thököly felkelés és kora, (études). Red. L. Benczédi. Budapest 1983; Z. Trócsányi, Teleki Mihály. (Erdély és a kurucmozgalom 1690-ig). Budapest 1972.

Le but de l'insurrection nobiliaire des années 1670, selon lequel on devait obtenir la république nobiliaire hongroise sous protectorat ottoman, avec le consentement de l'Empereur<sup>2)</sup>, était un but réel, à cause des bonnes relations entre l'Empire Turc et l'Empire Habsbourg après la conclusion de la paix de Vasvár et aussi à cause du fait que les français avaient cessé de porter aide aux hongrois.

La conclusion de la paix de Vasvár<sup>3)</sup> provoqua une grande indignation dans toute la chrétienté européenne, elle allait contre les intentions françaises et elle était considérée comme une insulte par les hongrois. C'est qu'en 1663, quand les turcs attaquèrent l'empereur avec le but d'occuper Vienne, le pape invita le roi de France à lui prêter aide. Le roi de France choisit la politique d'une aide généreuse à son ennemi séculaire pour pouvoir figurer comme sauveur, soutien de la chrétienté. Comme cadre, il choisit la Ligue du Rhin<sup>4)</sup>, alliance créée selon les plans de *Mazarin* à des fins anti-Habsbourg, en unissant les principautés allemandes anti-impériales et en remontant, quant au fond au projet de Sully<sup>5)</sup>. L'alliance conclue à Francfort en 1658 reçut l'adhésion des électeurs de Mayence et de Cologne, du roi de Suède, des ducs de Brème, de Verden et de Neubourg, du comte de Juliers, des trois ducs de Brunswik et du landgrave de Hesse—Cassel. La ligue était dirigée par un directoire que l'électeur de Mayence présidait. Le roi de France, n'étant pas prince allemand, n'en faisait pas partie. A la nouvelle de l'offensive turque,

---

<sup>2)</sup> Magyarország története ..., p. 1161.

<sup>3)</sup> Ibidem, p. 1155—1160.

<sup>4)</sup> A. R. Várkonyi, La coalition internationale contre les turcs et la politique étrangère hongroise en 1663—1664. Budapest 1975, p. 102; M. Immich, Geschichte des europäischen Staatensystems, 1660—1789. München 1967, p. 51—52; C. Boutant, L'Europe au grand tournant des années 1680. Paris 1985, p. 38—42.

<sup>5)</sup> L. de Gerin-Ricard, Traditions de la diplomatie Française. Marseille 1941, p. 59—60. Boutant écrit que *Mazarin* créa en 1658 la Ligue du Rhin sous l'égide de la France, pour servir les perspectives de la politique française de paix. Parmi les projets nés au début du 17<sup>e</sup> siècle servant la régularisation de la situation en Europe, celui de *Henri IV* était le plus célèbre, dit «le Grand Projet» (1607). Le ministre de *Henri IV*, *Sully*, est tenu pour son vrai auteur. Ce projet se trouve dans l'œuvre de *Sully*, intitulée «Mémoires des Sages et Royales Oeconomies d'État de Henry le Grand» (Paris 1820—1829). *Sully* y fait le projet d'une république confédérée européenne comprenant 15 États (1. Empire Germanique, 2. État du Vatican, 3. France, 4. Espagne, 5. Angleterre, 6. Hongrie, 7. Bohême, 8. Pologne, 9. Danemark, 10. Suède, 11. Lombardie, 12. Venise, 13. Républiques Italiennes, 14. Hollande, 15. Suisse). L'empereur voyait au fond de ce projet les ambitions du roi de France d'obtenir une hégémonie européenne, et, en tant que son rival, il ne pouvait pas offrir une voie libre pour l'ascension des français. Voir dans: Nouvelle Collection des Mémoires pour servir à l'histoire de France, deuxième série, III., tome II. Paris 1837, p. 418—441.

*Louis XIV* poussa les membres de la Ligue du Rhin à offrir une troupe de secours de 20 milles personnes à l'empereur, dans laquelle prendraient part des troupes françaises aussi. L'empereur, *Leopold I<sup>er</sup>*, avait évidemment peur d'accepter tant de soldats d'une alliance créée contre lui, aussi continua-t-il ses pourparlers avec la Porte et l'entente n'était pas exclue. Néanmoins, la cour viennoise traita cette affaire avec une telle lenteur et une telle légèreté que le sultan a probablement perdu patience et au début de 1663 ordonna l'entrée en campagne<sup>6</sup>). L'empereur était forcé d'accepter l'aide offerte par la Ligue du Rhin, 7000—8000 militaires français et 7000 militaires allemands. La lutte contre les turcs fut donc engagée dans le cadre d'une alliance internationale sous la conduite de l'empereur où prenaient part, en dehors des forces armées de la Ligue du Rhin, les troupes de certains princes allemands, l'armée hongroise, et l'armée de l'empereur. Et, pendant que les troupes françaises tenaient garnison en Hongrie, au grand déplaisir de l'empereur, l'armée française entra dans l'Empire Germanique pour prêter secours au prince électeur de Mayence<sup>7</sup>). Cependant, l'empereur Habsbourg jugea l'alliance internationale comme étant trop dangereuse pour les intérêts de sa dynastie, surtout à cause de la participation française. L'ambassadeur de *Louis XIV* à Ratisbonne comprit nettement que les Habsbourgs tenaient pour exagérés et dangereux les gestes anti-turcs de la cour de France. »Je crois — écrit-il — que les ministres de l'empereur maugréent au fond contre la magnanimité de Sa Majesté et contre son empressement d'aider l'empire<sup>8</sup>).« Des raisons intérieures et extérieures graves, les intérêts de sa dynastie poussaient l'empereur à empêcher les entreprises de la coalition internationale anti-turque créée en 1663—1664, et malgré la promesse faite par l'empereur *Leopold I<sup>er</sup>* en 1658 à l'élection d'empereur, d'engager la guerre pour chasser les turcs. D'une manière inattendue pour tout le monde, à l'insu des alliés, il conclut une paix de vingt ans avec les turcs. *Ahmet Köprülü*, bien qu'il ait perdu la bataille de Szent-Gotthárd grâce précisément aux mouvements adroits des troupes françaises, réussit par la paix de Vasvár à sauver diplomatiquement tout ce qui militairement fut perdu au champ de bataille, et le pacha *Kara Mehmet* entra en vainqueur à Vienne le 8 juin 1665, en grande pompe et avec une suite nombreuse<sup>9</sup>). Les turcs ont gardé non seulement Várad (Váradzin) et Érsekújvár (Neuhäusel) avec leurs immenses chatellenies, mais aussi tous les territoires conquis ou soumis. Cela signifiait que les

<sup>6</sup>) Immich, *Geschichte*, p. 51.

<sup>7</sup>) Boutant, *L'Europe*, p. 52.

<sup>8</sup>) Várkonyi, *La coalition*, p. 216.

<sup>9</sup>) Sur la conclusion de la paix de Vasvár par Ewliyâ Celebi dans: *Im Reiche des Goldenen Apfels. Des türkischen Weltbummlers Ewliyâ Celebi denkwürdige Reise in das Giaurenland und in die Stadt und Festung Wien anno 1665. Übers., eingeleitet und erklärt von R. F. Kreutel. (Osmanische Geschichtsschreiber. 2.)* Graz, Wien, Köln 1957.

pachas avaient le droit d'exiger le tribut à toutes les localités où étaient arrivés les soldats d'Allah ou dont le nom était inscrit dans le defter. Le traité de paix ne fixa pas les frontières et, au fond, conserva pour vingt ans l'état de guerre frontalière. L'empereur reconnut *Apafi* comme prince de Transylvanie. Le sultan et l'empereur Habsbourg ajoutèrent au traité une clause selon laquelle les deux souverains s'entendaient de ne pas prêter aide aux hongrois, et, de plus, de s'informer mutuellement des plans des hongrois. Les deux souverains conclurent aussi une convention commerciale.

La conclusion de la paix de Vasvár sauva la principale armée turque, proche de l'échec et de la destruction, et le sultan d'être entraîné dans une grandiose guerre européenne. Tout cela était possible car les branches autrichienne et espagnole de la dynastie des Habsbourgs jugèrent nécessaire avant tout de défendre contre la France leurs positions affaiblies à l'Occident par la paix de Westphalie. Le régime impérial, influencé par le cabinet espagnol, suivait avec une méfiance la politique rhénane de *Louis XIV* et les encouragements de ce dernier pour soutenir et renforcer les tendances à l'indépendance des Principautés allemandes. Il est donc compréhensible que la politique de la cour refusa catégoriquement même l'idée que la France put être membre de la coalition internationale anti-turque<sup>10</sup>). Vu que l'Alliance du Rhin se tenait aux traditions de Sully, la sainte guerre contre les turcs aurait servi aussi de cadre pour les rivalités entre les grandes puissances, et, après une victoire sur les turcs, les négociations visant le nouveau partage de l'Europe auraient probablement sérieusement nuit aux intérêts des Habsbourgs au profit des français. Conformément aux intérêts des Habsbourgs, une croisade contre les turcs ne pouvait être réalisée que sans la participation de la France et afin de créer l'union de l'Empire. Les événements survenus dans la suite montrent bien que c'était en effet le cas. Notamment, quand le 20 janvier 1683 le pape *Innocent XI* invita, par lettre, *Louis XIV* à employer ses armes et ses forces armées contre les turcs, le roi de France se montra prêt à envoyer des troupes en Hongrie pour aider l'empereur — comme s'il suivait l'exemple des événements de 1664. Il était enclin aussi à conclure la paix avec l'empereur si celui-ci reconnaissait ses occupations dans le cadre des réunions<sup>11</sup>). L'empereur, qui voulait conserver le statu quo, n'accepta pas l'aide militaire française.

---

<sup>10</sup>) Magyarország története, t. 3., p. 1140. La rivalité entre l'empereur et le roi de France ressort aussi des mémoires de *Louis XIV* pour l'héritier du trône où il déclara vers 1670 qu'il n'avait pas fait inclure dans le projet de la Ligue contre les turcs que le chef de cette alliance fut l'empereur: »comme s'il eut vraiment possédé le même Empire et les mêmes droits qu'avait autrefois Charlemagne, après avoir défendu la religion contre les Huns et les Saxons«. *Louis XIV. Mémoires pour les années 1661 et 1666*. Red. A. Longman, Paris 1923, p. 98.

<sup>11</sup>) O. Klopp, *Das Jahr 1683 und der folgende große Türkenkrieg bis zum Frieden von Carlowitz 1699*. Graz 1882, p. 152. *Louis XIV* aurait bien voulu

La conclusion de la paix de Vasvár provoqua une grande indignation dans toute la chrétienté européenne et ternit le laurier de l'empereur. C'était par contre une apothéose pour le roi de France: l'archevêque de Cologne l'appela le soutien et protecteur de la chrétienté<sup>12)</sup>. Par conséquent, le roi de France mérita le titre du »roi très chrétien« dû au souverain le plus puissant de l'Europe et au défenseur de la chrétienté (de l'Europe)<sup>13)</sup>. Le titre »roi très chrétien« de *Louis XIV* servait avant tout des objectifs de manipulations. Il en avait besoin pour gagner l'opinion publique à ses ambitions pour obtenir le titre d'empereur et pour justifier ses efforts envers les princes germaniques<sup>14)</sup>. L'empereur continuant ses efforts pour conserver la paix avec les turcs, la possibilité était ouverte pour former des projets de manipulations plus importantes c'est-à-dire que la victoire sur les turcs pouvait être atteinte uniquement par la victoire sur l'empereur<sup>15)</sup>. Tenant compte des réalités, tout cela peut paraître comme une fantaisie démesurée, tout en pouvant influencer les peuples et souverains dont les intérêts étaient profondément lésés par la paix de Vasvár.

Les hongrois attendaient beaucoup de la coalition internationale anti-turque de 1664. *Miklós Zrínyi* (1620—1664), ban de Croatie, poète et commandant d'armée, un des plus grands magnats de la Transdanubie, voulait obtenir avec force militaire, avec l'aide de ses relations politiques, de la Ligue du Rhin

---

obtenir en outre que la diète de l'Empire à Ratisbonne élut son fils empereur romain. *Louis XIV* voulait donc utiliser l'offensive des turcs afin à obtenir pour la dynastie des Bourbons le titre d'Empereur Romain—Germanique. Th. Lavalée, Des relations de la France avec l'Orient depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, *Revue Indépendante* 12 (1844). Troisième article, p. 70. Plus exactement, il n'entrait dans ses comptes que si l'empereur acceptait ses conditions (se consent à céder les terres occupées par les français) il pourrait forcer les turcs à se retirer et obtenir ensuite la conclusion d'une paix européenne où la dynastie française serait reconnue comme chef de l'Empire Germanique.

<sup>12)</sup> Gerin-Ricard, Traditions, p. 65.

<sup>13)</sup> B. Köpeczi, Franciaország a birodalom megmentője és a Kereszténység bajnoka. Az 1664-es török hadjárat és a Vasvári béke francia szemmel, *Vasi Szemle* (1964), No. 4, p. 502.

<sup>14)</sup> Immich, Geschichte, p. 39.

<sup>15)</sup> En 1679 *Louis XIV* demanda au prince électeur de Bavière de le soutenir, en cas de la mort de l'empereur, à l'élection de l'empereur, et il appuya sa demande en se référant au danger turc: »le besoin de donner un puissant défenseur à l'Empire contre les entreprises et le voisinage du Turc, dont il est toujours menacé, fournit de grandes et fortes raisons pour faire voir qu'il ne peut attendre son maintien et sa protection que de Sa Majesté et qu'il seroit exposé à des perils trop évidents s'il tombait entre les mains faibles et incapables de le soutenir«. V.L. Tapié, Europe et chrétienté. Idée chrétienne et gloire dynastique dans la politique européenne au moment du siège de Vienne (1683), *Gregorianum* XLII (1961), p. 282—285.

et de la France, que le pays soit libéré de la domination turque, et il espérait que, au cours des négociations de paix après la fin de la guerre turque, les grandes puissances d'Europe garantiraient l'indépendance de la Hongrie. On peut donc comprendre le mécontentement qui suivait en Hongrie la paix de Vasvár, qui fut conclue sans la participation des hongrois et sans même leur demander leur avis. Plus personne ne pouvait justifier l'utilité de l'union avec la Maison d'Autriche, puisque celle-ci se moquait ouvertement des aspirations les plus légitimes de la nation hongroise, et des libertés traditionnelles du pays<sup>16</sup>).

Après la conclusion de la paix de Vasvár, les relations entre la porte et la Maison d'Autriche furent plus cordiales. La Ligue du Rhin se décomposa. Les contacts entre les hongrois et la cour de Vienne devinrent de plus en plus mauvais. Pendant vingt ans, de 1662 à 1681, la diète n'a pas été convoquée. La conjuration de *Wesselényi* fut suivie en 1670 de la conjuration des magnats. L'Empereur, conseillé par les jésuites, choisit de briser la rébellion. Les principaux chefs de la conjuration furent jugés et condamnés à mort, la Hongrie royale fut occupée par les impériaux et le pays soumis à l'autorité des tribunaux d'exception. Les libertés traditionnelles du pays furent suspendues et commença «la persécution de dix ans», car le clergé hongrois et les officiers allemands s'en prirent essentiellement aux protestants, jugés responsables de la rébellion. L'empereur espérait mater ainsi la principale force d'opposition à la Maison d'Autriche, en convertissant de force les masses, tandis qu'il éliminait les «intellectuels» par la violence; pasteurs et enseignants étaient chassés du pays, condamnés à mort ou envoyés aux galères. Églises et écoles étaient occupées, au mépris de toutes les constitutions du royaume. Les biens de nombreux gentilhommes étaient confisqués par le fisc royal<sup>17</sup>). Cette action vigoureuse eut ses conséquences: elle suscita un profond mouvement de résistance armée en Hongrie contre la Maison d'Autriche.

Pour les calculs politiques des Malcontents de Hongrie le fait, que le conflit entre les Bourbons et les Habsbourg s'aggrava de nouveau se révéla être d'une grande importance. Les ambitions de la politique française d'acquérir la monarchie espagnole — celle de l'ancienne branche espagnole des Habsbourg — ainsi que d'obtenir le titre d'empereur romain-germanique poussaient cette politique, au niveau d'une politique réaliste, à soutenir les Malcontents hongrois contre l'empereur, et à améliorer ses relations avec l'Empire Ottoman. (La Hongrie, la Pologne et l'Empire Ottoman appartenaient au système d'arrière-garde français contre l'empereur Habsbourg.) La guerre contre les Pays-Bas — pendant laquelle les hongrois (Transylvanie et les Malcontents) recevaient l'appui de la France, augmenta l'espérance de pouvoir réaliser l'indépendance hongroise avec l'aide française. Un peu plus tard la France qui se préparait aux réunions et à leurs acceptations, qui

---

<sup>16</sup>) Bérenger, Gravamina, p. 270.

<sup>17</sup>) Ibidem, p. 271.

tâchait aussi de créer une situation en Europe où un nouvel accord de paix pouvait lui offrir au prix d'efforts militaires minimes les régions rhénanes tant désirées, considéra l'insurrection hongroise contre l'empereur comme devenant politiquement de plus en plus importante.

### La lumière aveuglante de la gloire française

Au début de sa carrière politique le jeune *Thököly* écrivit une lettre à *Louis XIV* dans laquelle il raconta que les impériaux opprimaient et détruisaient son pays avec une brutalité sans précédent. La Hongrie était complètement ruinée. Dans cette situation le roi de France était pour lui le seul espoir, celui qui pouvait donner de l'argent et un appui politique. C'est pourquoi il ne perdait aucune occasion de donner la preuve de sa fidélité. Le roi de France et la nation hongroise s'étaient donc engagés à collaborer<sup>18</sup>). *Thököly* et les Malcontents hongrois pouvaient constater et au plan des idées et dans la pratique le sérieux des intentions de Sa Majesté.

#### a. Les Projets

Quant aux projets: c'était évident, que les hongrois connaissaient les prétentions françaises pour réorganiser l'Europe sous une hégémonie française. Le projet de *Sully* pour organiser une Europe confédérée sous la direction de la France, dans lequel figurait aussi une Hongrie indépendante, n'était naturellement pas oublié non plus<sup>19</sup>). Au cours de la guerre turque de 1663–1664, *Louis XIV* — en utilisant les cadres de la Ligue du Rhin — pouvait avoir les mêmes idées, en se préparant aux négociations de paix d'après la guerre<sup>20</sup>). Pendant la guerre des Pays-Bas les hongrois recevaient aussi une aide militaire de la France. Le conflit qui se dessinait entre l'empereur et *Louis XIV* à

<sup>18</sup>) Gergely, *Thököly Imre*, p. 480.

<sup>19</sup>) T. G. Djuvara, *Cents projets de partage de la Turquie (1281—1913)*. Paris 1914, p. 163—185.

<sup>20</sup>) La philosophie politique dominante de 17<sup>e</sup> siècle était l'idée selon laquelle la principale tâche d'un souverain devait être d'atteindre la paix universelle à travers une croisade contre les turcs. Cela suppose évidemment l'union des souverains européens sous la direction d'une grande puissance et, à la fin de la guerre, un partage des territoires de manière à créer un équilibre — ce qui signifiera l'incarnation de la paix universelle. L'esprit du siècle montre donc un curieux mélange de diverses philosophies politiques: la tradition médiévale de la paix universelle de la communauté chrétienne et des croisades, mais aussi, les aspirations modernes des grandes puissances et l'idée de la «raison d'État». Voir K. von Raumer, *Ewiger Friede, Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance*. München 1953, p. 65—69.

propos de la politique des réunions, laissait aussi espérer une situation très favorable pour la Hongrie. Le chef des Malcontents ne pouvait pas ignorer la remarque que *Guilleragues* (ambassadeur de la France à la Porte) avait fait dire aux représentants des deux alliés potentiels de la France en Europe Centrale, notamment à l'ambassadeur de la Pologne et à un des représentants des hongrois. Selon cette remarque, l'idée dominante de *Louis XIV* était, que, l'empereur se trouvant dans une situation de détresse provoqué par une attaque turque, il pouvait agir comme le sauveur et le protecteur de l'Empire, et, par conséquence, il pouvait acquérir le titre d'empereur. *Thököly*, comme roi de Hongrie, aurait la possibilité de fournir assez d'aide militaire au roi de France, élu au titre d'Empereur Allemand, pour pouvoir chasser les turcs de Hongrie, en même temps que les français pouvaient attaquer l'Empire Turc par la mer<sup>21</sup>). Ce projet représenta une meilleure alternative à ce qui c'était passé à Vasvár en 1664, et prouve le rôle très sérieux que la paix conclue à Vasvár joua pendant les années suivantes dans les desseins politiques de la France.

Sur la base des déclarations de *Guilleragues*, le résident impérial à la Porte, *Kuniz*, senta aussi la nécessité d'attirer l'attention de la cour impériale sur le fait que les français veulent accéder à une hégémonie sur la chrétienté et qu'ils veulent vaincre les turcs avec l'aide de la réalisation d'une monarchie chrétienne unie<sup>22</sup>). En d'autres termes, *Louis XIV* reprit l'idée d'un Etat chrétien universel sous une direction française. Il désira donner dans ses projets une place convenable à la Hongrie, en retour pour les services de ce dernier<sup>23</sup>). La lettre de *István Szenczi*, un des représentants de *Thököly* à la Porte, adressé à *Thököly*, témoigne que le rétablissement de l'indépendance de la Hongrie figura aussi dans les projets français. *Szenczi* fait savoir dans cette lettre, que *Guilleragues*, à l'occasion de son audience solennelle, veut présenter au sultan comme sa troisième demande la chose suivante: Le roi de France désire que la Sublime Porte lui abandonne la Hongrie dans le même statut où le pays avait été au temps du roi *St. Etienne*<sup>24</sup>).

Si nous considérons le fait que *Louis XIV* était le roi le plus puissant de cette époque et que la gloire de la France ensoleillait toute l'Europe, nous pouvons constater que *Thököly* avait raison de penser d'avoir de bonnes perspectives.

---

<sup>21</sup>) Kloppe, Das Jahr 1683, p. 100—101, 142.

<sup>22</sup>) Ibidem, p. 101.

<sup>23</sup>) M. H. Omont, Projets de prise de Constantinople et de formation d'un Empire d'Orient sous Louis XIV, *Revue d'Histoire Diplomatique* (1893), No. 2, p. 195—246.

<sup>24</sup>) La lettre de *István Szenczi* se trouve dans le recueil des manuscrits de Mór Dercsényi sur la politique étrangère de Thököly. Magyar Tudományok Akadémia Kézirattára, MS 4830/2 f. 3808—3809. (Szenczi István Thökölynek, 1684 nov. 11. Adrinopoliból. Staats. Arch. Hungarica. fasc. 181. W—1955, 148. doboz 85. kocka.)

La question qui se repose à propos de cela est la suivante: est-ce-que la lumière de la gloire française ne lui était pas trop aveuglante?

*b. La coopération franco-hongroise (1677—1682)*

Quant à la pratique: nous pouvons définir à peu près 4 étapes dans la coopération franco-hongroise entre 1677—1682. Ce qui signifie que l'intensité et l'esprit de suite de l'alliance étaient caractérisés par les changements.

1. Dans un premier temps, qui va jusqu'à la conclusion de la paix de Nimègue, les usages du droit international autorisaient *Louis XIV* à rechercher l'appui des Malcontents et à confier à *Thököly* la mise sur pied d'une diversion armée contre *Leopold I<sup>er</sup>*. Le traité de Varsovie<sup>25</sup>), conclu le 31 mai 1677 entre la France d'une part, et le prince de Transylvanie et les Malcontents d'autre part peut être considéré comme l'étape où cette coopération fut la plus rapprochée. Par ce traité, *Apafi* (prince de Transylvanie) et les Malcontents s'engagèrent à entretenir une armée de 15 000 hommes. Cette armée devrait être prête à commencer une action contre l'Autriche, et elle fut commandée par *Teleki*. Le roi s'engagea à leur payer 100 000 écus par an, afin de leur permettre d'entretenir cette armée. D'autre part, un corps auxiliaire qui avait été levé par *Bethune* en Pologne et en Ukraine, sous le commandement du colonel *Boham*, passait en Hongrie. Ni le prince de Transylvanie, ni les Confédérés ne pourraient faire la paix avec l'Autriche sans le consentement du roi de France. Lorsque celui-ci conclurait la paix avec l'empereur, il ferait tout pour y faire inclure des articles reflétant les intérêts des Malcontents. S'il ne réussissait pas, le roi s'engageait à continuer de les payer. Un des articles les plus importants de ce traité fut le IX<sup>ème</sup> qui s'occupait des relations avec l'Empire Turc, et qui aura à l'avenir une grande importance dans les relations des Malcontents avec la Porte. Cet article constata: »Si, à cause de cette guerre, le Prince se crée des difficultés avec la Porte, le roi de France s'engage à l'appuyer par son ambassadeur à Constantinople. Le présent traité ne pourra pas préjudicier à l'amitié ou aux obligations des Confédérés (des Malcontents) envers la Porte«<sup>26</sup>). Tout cela signifiait — comme un des représentants des Malcontents à la porte l'interprétait un peu plus tard que »si la nation hongroise est libérée grâce à l'aide française, la gloire en revient de toute façon au sultan«<sup>27</sup>).

---

<sup>25</sup>) Le texte du traité de Varsovie: I. Hudiņa, Histoire des relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au 17<sup>e</sup> siècle (1635—1683). Paris 1927, p. 291—293.

<sup>26</sup>) L. Benczédi, Thököly Imre a francia és a török szövetség között (1677—1680), dans Bécs 1683 évi ostroma és Magyarország. Red. K. Benda — R. A. Várkonyi, à paraître; Szalay, Magyarország, p. 177.

<sup>27</sup>) C'est ainsi que s'expliquait à la porte *László Székely*, ambassadeur de Transylvanie. Cité par L. Benczédi, Thököly Imre, p. 3, note 3.

En avril 1678 *Thököly* passait en campagne avec l'armée de *Teleki*, mais celui-ci rentrait chez lui à la fin d'août. *Thököly* resta, et continua le combat contre les impériaux avec l'aide des armées auxiliaires de France et de Pologne. Il fit un fait d'armes très important à Nyalábvár, prouvant qu'il était un bon chef d'armée. Il occupa les villes minières. On peut donc dire que sa carrière politique fut le résultat de l'aide du roi de France. Puis, en 1680, les rebelles, dirigés par lui, parvinrent déjà à constituer une véritable principauté en Hongrie orientale.

2. Après la conclusion de la paix de Nimègue l'intensité des relations franco-hongroises diminua. *Louis XIV* retira ses troupes auxiliaires de Hongrie. Néanmoins, dans ses instructions données à son ambassadeur à la porte, il déclara aussi qu'il ne voulait pas que les Malcontents hongrois s'accommodent avec l'Autriche en posant l'arme. Le roi de France fit savoir à *Guilleragues* que la paix de Nimègue ne lui permet pas de continuer ouvertement le soutien des Malcontents et du prince de Transylvanie. Il lui confia pourtant de faire savoir aux hongrois qui viennent le voir à Constantinople que tout en n'étant pas en position d'entreprendre des pas en leur intérêt contre l'Empereur, il continuait à sentir pour eux l'affection dont il les avait honoré jusqu'ici<sup>28</sup>). Tout cela avait comme arrière fond le fait que *Louis XIV* ne pouvait soutenir les rebelles hongrois que dans le cas où lui-même était en conflit armé avec l'empereur *Leopold I<sup>er</sup>*, roi de Hongrie<sup>29</sup>). Dans la suite, au temps de l'activité des chambres de réunion, le roi de France tâcha de contourner ce principe et continua, sinon ouvertement, à soutenir les Malcontents avec surtout de l'argent et des promesses de protection. La France ne considérait pas la paix de Nimègue comme une régularisation pacifique à long terme de la situation européenne. Tout cela est aussi prouvé par les changements survenus à ce temps-là dans le gouvernement français<sup>30</sup>). Le janséniste *Pomponne*, fidèle à la solidarité chrétienne, fut déchu le 18 novembre 1679 de son poste de ministre des affaires étrangères, et *Colbert de Croissy* — qui n'était qu'un simple exécuteur de la politique du roi et de *Louvois* — fut nommé à sa place. La nouvelle ligne de la politique française est signalée par une séance du conseil des ministres du 15 avril 1676 où fut discutée en présence du roi, de *Pomponne*, le *Tellier* et de *Colbert* une résolution de *Kara Mustafa* transmise par *Nointel*. En effet, en janvier 1676 le grand vizir turc fit savoir à *Nointel* la décision de la Porte d'attaquer avec de grandes forces la Hongrie, à condition d'obtenir l'assurance que Sa Majesté ne négocie pas avec l'empereur sans le consentement de la Porte. *Pomponne* était catégoriquement contre la coopération avec les turcs. Il recommanda de venir à l'aide de l'empereur en cas de

---

<sup>28</sup>) *Guilleragues*, Correspondance, t. 1, p. 55—69.

<sup>29</sup>) *Bérenger*, Gravamina, p. 3—4.

<sup>30</sup>) *C. Michaud*, Raison d'état et conscience chrétienne. L'ambassade du marquis de *Nointel* auprès de la Porte Ottoman, *Revue des Études Sud-Est Européennes*, t. XVII, No. 2, p. 265—266.

victoire turque à condition que celui-ci accepte les exigences françaises à l'Ouest. *Colbert* et *Le Tellier* intervinrent contre *Pomponne* et décidèrent de ne pas donner de secours à l'empereur *Leopold*, et de donner, par le biais de *Nointel*, une garantie solennelle. Néanmoins tout cela doit être fait sans rien souscrire, se limitant aux paroles.

Tout cela ne signifie naturellement pas que *Kara Mustafa* ait dès lors décidé la guerre contre l'empereur<sup>31</sup>), d'autant moins que la situation de la politique extérieure de l'empire n'en offrait pas encore la possibilité. En tout cas, pour la France, qui se préparait aux réunions et à leur acceptation, et qui tâchait de créer une situation en Europe où un nouvel accord de paix pouvait lui offrir au prix d'efforts militaires minimes les régions rhénanes tant désirées, l'importance politique de l'Empire Turc devenait de plus en plus grande. En résultat donc de la rivalité dynastique entre Bourbons et Habsbourgs l'Empire Turc se trouva de nouveau — et pour la dernière fois — au centre de l'histoire européenne.

3. Comme les français ne pouvaient pas compter sur une attaque turque contre l'empereur pendant les années 1680—1682, les relations avec les Malcontents et avec la Transylvanie devenaient de plus en plus importantes<sup>32</sup>). L'instruction de *László Vajda* de novembre 1680 — qui fut le représentant de la Transylvanie à Constantinople — contient ce qu'il devait répondre si on posait la question à la porte 1) sur les relations des Malcontents avec la France et 2) sur les intentions du roi de France<sup>33</sup>). A propos de la première question il devait dire que la tâche de l'agent français du Vernay-Boucault en Transylvanie fut d'avertir les Malcontents de ne pas s'accommoder avec l'empereur et de ne pas quitter l'alliance turque. Le roi de France désirait que les hongrois remplissent leurs devoirs contre l'Empereur avec des armes. Concernant la deuxième question, il devait répondre que la France se renforçait le long de ses frontières, ses troupes y stationnaient et que si le roi le voulait, ses soldats pouvaient attaquer l'empire en 4—5 jours. Si le pape ne réussissait pas à le reconcilier avec l'empereur, peut être qu'il attaquerait l'empereur au printemps prochain. L'article VIII<sup>ème</sup> de l'instruction est aussi intéressant; en effet, selon cet article le pape aurait proposé, pour faire la paix entre l'empereur et le roi de France, de donner la couronne d'empereur au roi ou à son fils, déjà au cours de la vie de *Leopold I<sup>er</sup>*. (Le pape faisait cette proposition naturellement dans l'espérance de pouvoir organiser une offensive contre les turcs dans

<sup>31</sup>) On peut lire dans plusieurs œuvres l'hypothèse selon laquelle dès 1676 *Kara Mustafa* trancha la guerre contre l'empereur; pourtant, la politique française y était fondée. K l o p p p. e. fonda sur cette hypothèse son œuvre classique, voir *Das Jahr 1683*. J. H a m m e r part aussi de cette hypothèse dans son œuvre classique de l'histoire turque: *Geschichte des osmanischen Reiches*. T. 4. Pest 1827—1835.

<sup>32</sup>) *Erdélyi Országgyűlési Emlékek*, t. 17, p. 133—137.

<sup>33</sup>) L'instruction de *László Vajda* se trouve dans: *Erdélyi Országgyűlési Emlékek*, t. 17, p. 137.

laquelle et le roi de France et l'empereur eurent leurs places.) Tout cela prouve que les Malcontents et le prince de Transylvanie connaissaient les intentions de *Louis XIV* de devenir empereur de l'Empire Saint Germanique, et ils pensaient aussi pouvoir profiter de ce fait. En voyant que *Guilleragues*, ambassadeur de Sa Majesté à la Porte, consacra autant de temps aux affaires de la Transylvanie et des Malcontents, ils pouvaient se rendre compte de l'importance que ces révoltes armées contre l'empereur avaient pour la France. Mais quand le grand vizir, en 1681, ordonna catégoriquement au prince de Transylvanie d'entreprendre une campagne contre l'empereur, l'attention de *Guilleragues* se dirigeait tout suite vers *Thököly*<sup>34</sup>). C'était au même moment que l'ambassadeur de France à Varsovie, le marquis *de Vitry*, proposait aussi à Versailles d'entretenir des relations à l'avenir avec *Thököly*, indépendamment de la Transylvanie<sup>35</sup>).

Ce qui augmenta l'importance de *Thököly* pour les français, fut le recul subit de l'absolutisme Habsbourg. L'empereur convoquait la diète de Sopron, et il voulait à tout prix obtenir un compromis en Hongrie; fut-ce au pris de larges concessions politiques et religieuses<sup>36</sup>). Conscient du danger que l'Empire courrait sur le Rhin et affaibli militairement, il songeait sérieusement à faire la paix avec *Thököly* et les hongrois, d'autant plus que les succès des Malcontents pouvaient provoquer l'attaque des turcs. A ce moment la décision de *Thököly* — qui avait un prestige politique tel grâce au traité de Varsovie et de l'appui français — fut très importante pour les français et aussi pour l'empereur. Au cours des négociations de Sopron, *Louis XIV* poussa *Thököly* à adopter des positions intransigeantes, ce qui limita singulièrement la portée du compromis trouvé à Sopron, tout au moins à court terme. Car pour le gouvernement français il était de la plus haute importance que *Thököly* refusât l'amnistie et la négociation<sup>37</sup>). Le roi de France, dans son instruction à Mr. *Akasia* envoyé en Transylvanie (7 novembre 1680), traçait les lignes générales de sa politique au moment des Réunions; suivant lesquelles il considérait comme très important de »donner de temps en temps des marques de sa libéralité aux principaux chefs de ce party et ceux qui sont les plus capables d'empescher qu'ils ne se laissent abuser par les promesses trompeuses des ministres impériaux«. Dans l'accommodement avec l'empereur il y a peut de sûreté, c'est pourquoi il faut obliger les Malcontents »à ne chercher leur salut que dans les armes«. Il proposa de payer secrètement »jusques à 30 ou 40 mille Escus en plus chaque année ... pour soutenir ce party et l'engager à ne pas faire son accommodement«<sup>38</sup>).

<sup>34</sup>) *Guilleragues* à *Du Vernay-Boucault*, le 21. jan. 1682, Correspondance, t. 2, p. 569.

<sup>35</sup>) *Acta Historica Res Gestas Poloniae*. T. 7. Cracoviae 1883, p. 179.

<sup>36</sup>) *Bérenger*, *Gravamina*, p. 269—280.

<sup>37</sup>) *Bérenger*, *Le royaume de France et les »Malcontents«* de Hongrie, p. 299.

<sup>38</sup>) *Ibidem*, p. 299—300, note 48.

Ce qui augmenta aussi l'importance de *Thököly* fut le fait que l'empereur Habsbourg commençait à avoir une plus grande influence dans l'Empire Germanique<sup>39</sup>). *Leopold I<sup>er</sup>* chercha des alliés avant tout parmi les princes et les ordres de l'empire. La politique impériale aurait bien voulu avoir à son côté tout l'Empire Germanique et ainsi, face à la France, il mit l'accent sur le maintien de l'unité de l'empire. Cette politique put atteindre un succès important en 1681 quand l'assemblée de Ratisbonne approuva une proposition pour la création d'une constitution de guerre de l'empire. Conformément à cette résolution les districts (*Kreise*) de l'empire devaient former une force armée de nombre déterminé afin de créer une armée impériale, et ils devaient aussi créer une caisse impériale commune pour gérer les affaires financières. Il n'y eut pourtant pas de décision cette fois-ci quant à la direction de l'armée. Selon certaines suppositions, c'était cet événement qui provoqua l'annexion de Strasbourg<sup>40</sup>).

L'armement français en été 1681, visant le siège de Strasbourg et Casale montre que le roi de France voulait renouveler la guerre avec l'empereur. Strasbourg fut occupé par les français le 31 septembre. A la suite de l'encouragement des français et recevant les nouvelles de la préparation de guerre du roi de France contre l'Empire Germanique, *Thököly* rompa ses négociations avec l'empereur et il attaqua Káló le 19 septembre. C'était dix jours avant l'encerclement de Strasbourg, mais la synchronisation des mouvements était fort réussi. *Thököly*, comme d'ailleurs le grand vizir *Kara Mustafa*, pensait à une guerre ouverte entre l'empereur et le roi de France.

Qu'espera-t-il du renouvellement des hostilités entre les deux grandes puissances d'Europe? Il pouvait penser à une guerre de deux fronts contre l'empereur Habsbourg: de l'ouest une attaque française, de l'est une attaque turque. Lui-même voulait aussi continuer son combat contre l'empereur avec le soutien français et turc. Il comptait avant tout sur les négociations de paix où il voulait légaliser la Hongrie indépendante avec une garantie française<sup>41</sup>). Est-ce-que ses comptes étaient bons?

---

<sup>39</sup>) Sur la situation générale de l'Empire des Habsbourgs: J. Bérenger, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*. Paris 1975; sur l'Empire Germanique: R. Fester, *Die armirten Stände und die Reichskriegsverfassung (1681—1697)*. Frankfurt a. M. 1886, p. 16—31; H. Wenkebach, *Bestrebungen zur Erhaltung der Einheit des Heiligen Römischen Reiches in den Reichstagsbeschlüssen 1663—1806*, dans: *Untersuchungen zur deutschen Staats- und Reichsgeschichte*. T. 13. Aalen 1970, p. 101—102; P. Dirr, *Zur Geschichte der Reichskriegsverfassung und der Laxenburger Allianz*. München 1901.

<sup>40</sup>) Fester, *Die armirten Stände*, p. 31.

<sup>41</sup>) Voir note 24. »Le comte Tékéli et en espérance de la protection secrète et réelle de V. M.« *Du Vernay-Boucault au roi*, le 18. nov. 1681. A. E. C. P. Hongrie, t. 6, fol. 181.

Non, puisque *Louis XIV* choisit la solution pacifique pour le dénouement du conflit. Il présenta ses prétentions devant l'empereur et le rassemblement de l'empire de Francfort commença à négocier avec le représentant de la France. D'autre part ce fut *Louis XIV* lui-même qui empêcha les turcs d'attaquer l'empereur, puisque il permit à *Duquesne* — qui fut commandant de la flotte de Méditerranée — de faire quelques attaques contre Chios pour régler une affaire protocolaire par une démonstration des forces<sup>42</sup>). La nouvelle de cet événement causa un trouble incroyable à la Porte, le grand vizir avait peur d'une guerre avec la France. Par conséquent, d'une manière étonnante pour tout le monde, *Kara Mustafa* émit subitement l'ordre inattendu d'arrêter la campagne de 1681, et ordonna à *Apafi* de revenir, lui interdisant d'engager une nouvelle entreprise contre l'empereur. L'explication était »qu'ils pensaient à la guerre contre la France«<sup>43</sup>).

Il y eut encore un événement provoquant des tensions dans les relations franco-turques depuis 1677 jusqu'en 1684. Le nouveau grand vizir, *Kara Mustafa*, obtint parmi ses premières mesures, que la place assise de l'ambassadeur de France ne fut pas à la »sofa«, et qu'elle soit plus basse que celle du grand vizir. Cela constituait une offense grave aux droits protocolaires du roi de France et de la primauté obtenus par les français à la porte, c'est-à-dire au fait que l'ambassadeur du roi de France avait droit à une primauté parmi les ambassadeurs des autres souverains européens. Avant le règlement de cette question aucune audience ne pouvait avoir lieu<sup>44</sup>). *Kara Mustafa* fit éclater la controverse protocolaire pour avoir une idée sur les orientations de la politique française, et, pour les mêmes raisons, il tenait longtemps à sa décision. C'est par le système raffiné du protocole diplomatique qu'il voulait exprimer la grandeur du pouvoir turc et, à la fois, grâce aux réactions françaises, il voulait savoir à quoi s'en tenir. La guerre et les hostilités entre la France continuaient dans le cadre du protocole diplomatique<sup>45</sup>). *Louis XIV* ordonna d'abord à *Guilleragues* de défendre le prestige du roi de France sans pour autant envenimer la situation, étant donné que les réunions étaient à l'ordre

---

<sup>42</sup>) *Guilleragues* sur l'incident de *Duquesne*: Correspondance, t. 1, p. 398, p. 465—468.

<sup>43</sup>) *Guilleragues* au roi, le 25 octobre 1681, Correspondance, t. 1, p. 477.

<sup>44</sup>) A. Vandal, *Les voyages du marquis de Nointel (1670—1680). L'odyssée d'un ambassadeur*. Paris 1890, p. 188—189. A cette époque les négociations entre des représentants des puissances européennes étaient comme des scènes théâtrales. Chez les turcs l'exhibitionnisme du pouvoir et de la pompe était même plus exagéré qu'en Europe; la pompe et le luxe pénétraient dans toute leur vie.

<sup>45</sup>) *Louis XIV* ordonna d'abord à *Guilleragues* de défendre le prestige du roi de France, mais, les réunions étant à l'ordre du jour, sans pour autant envenimer la situation. Il devait pourtant tâcher d'obtenir que les turcs craignent et respectent le plus puissant souverain d'Europe.

du jour. Il devait pourtant tâcher d'obtenir que les turcs craignent et respectent le plus puissant souverain d'Europe.

4. A la fin de l'année 1681 *Thököly* pouvait voir clairement qu'il n'y aurait pas de guerre entre le roi de France et l'empereur. Cependant les négociations à Francfort n'apportèrent aucun résultat, l'empereur refusa de satisfaire les propositions de *Louis XIV*. Il ne se réalisait donc aucune entente entre les deux puissances d'Europe, dans lesquelles les prétentions de *Thököly* pouvaient figurer, mais, néanmoins, les pourparlers continuèrent. Les français essayaient d'exercer une pression sur l'empereur avec l'aide de *Thököly* et des turcs. La France voulut faire accepter ses propositions à tout prix.

La situation en Europe commença à être dangereuse pour la France à l'automne 1681, au temps de la paix russo-turque, quand les premiers groupements contre la France commencèrent à se former à l'Occident, autour de *Guillaume d'Orange*. La politique des réunions provoqua la peur parmi les princes de l'Empire Germanique aussi, qui commençaient à se rapprocher de l'Empereur. Les circonstances poussaient les dirigeants français à reprendre les négociations à l'Est. Cela n'arriva pas immédiatement, mais la lettre du 12 décembre 1681, adressée par *Louis XIV* à *Guilleragues*, est la première preuve d'un esprit de conciliation dans les négociations avec la Porte, et elle montre les nouveaux courants dans les relations turco-françaises. Par cette lettre le roi de France voulait rassurer le sultan que la France se tiendrait à l'écart de l'alliance chrétienne en train de se former contre lui: «... les ministres impériaux ayant fait courir le bruit que le sieur de Sébeville, mon envoyé auprès de l'Empereur, lui avait offert de ma part du secours contre le Grand Seigneur ... au cas que ce prince accepta les propositions que j'ai faites pour l'accomodement des différens que j'ai avec l'Empire, je suis bien aise de vous avertir que ce bruit n'a aucun ... fondement»<sup>46</sup>). La manière dont fut réglé, à la fin, l'incident grave de Chios montre aussi le nouveau ton qui prit le dessus dans les relations. L'ordre du roi de janvier 1682, selon lequel *Guilleragues* devait revenir s'il ne pouvait pas régler l'affaire protocolaire, mais qu'un retour précoce pouvait défavorablement influencer les affaires du roi, amena *Guilleragues* à faire des concessions. L'ambassadeur ne pouvait quitter la porte que sur ordre écrit. Il devait éviter toute décision faite à un moment inopportun<sup>47</sup>).

Parallèlement à tout cela, le 11 décembre 1681, *Louis XIV* prometta 1 000 000 écus à *Thököly* s'il reprenait les armes au printemps<sup>48</sup>). *Guilleragues*, son ambassadeur à la porte, conseilla aux délégués des Malcontents les choses suivantes: »ils ne pouvaient jamais trouver par eux-mêmes de sûreté avec l'Empereur, esclave de la politique espagnole, qui ne pardonne jamais, ... le

<sup>46</sup>) *Louis XIV* à *Guilleragues*, le 12 décembre 1682. A. E. C. P. Turquie, t. 16, fol. 275.

<sup>47</sup>) *Louis XIV* à *Guilleragues*, A. E. C. P. Turquie, t. 16, fol. 303.

<sup>48</sup>) Bérenger, *Le Royaume*, p. 311–312.

temps désirable de leur repos n'était pas venu, et que s'ils traitaient sans avoir un puissant garant, ils seraient d'autant plus aisés à détruire, que le premier article de leur malheureuse paix les obligerait sans doute à se séparer et à retourner dans leurs maisons . . . qu'enfin, ils devaient se rendre dignes de la protection de Votre Majesté, qui seule pouvait leur donner des secours pour continuer la guerre, et des sûretés pour jouir de la paix<sup>49</sup>). Cela prouve que *Louis XIV* voulait régler les affaires hongroises.

La situation était très encourageante pour *Thököly*. En même temps, à la mi-janvier 1682, il envoya ses représentants à la porte pour demander au grand vizir soit de lui prêter secours, soit d'inclure la cause hongroise dans le traité de paix à conclure entre la porte et Vienne dont on entend parler (il s'agit des pourparlers sur la prolongation de la paix de Vasvár)<sup>50</sup>). *Thököly* voulait obtenir tout cela avec la garantie et l'appui de *Louis XIV*<sup>51</sup>). Néanmoins, ce qui dans les actions de *Thököly*, intéressait la France, fut qu'il resta l'allié de la porte sans s'arranger avec l'empereur, et qu'il affermit, par ses actions, l'intention de *Kara Mustafa* d'attaquer l'empereur.

Quant aux relations franco-turques, on peut aussi constater que la diplomatie française reléguait au second plan la question du protocole, sans pourtant l'oublier. Il n'y avait plus aucun obstacle à une coopération plus étroite. Ce qui fut le plus important pour la porte du côté de la France, c'était l'assurance de la neutralité française pendant la campagne turque contre l'empereur. En effet, *Kara Mustafa* connaissait certainement les projets qui naquirent en Europe contre les turcs<sup>52</sup>) et il ne voulait pas que *Louis XIV* le mette au pied du mur. *Louis XIV* s'efforça à ôter toute sa crainte: le 8 avril 1682, il exposa nettement à *Guilleragues* dans une de ses lettres l'importance de son ambassade: «... dans la conjoncture présente où la résolution que le Grand Seigneur prendrait contre la Hongrie pourrait fort bien contribuer à maintenir la paix dans toute l'Allemagne, ou moins empêcher l'Empereur d'employer toutes ses troupes sur le Rhin»; l'ambassadeur devait s'efforcer de détruire la mauvaise réputation qu'avaient faite à la France les expéditions de Szent-Gottárd et de Candie. Le Grand Seigneur ne devait craindre aucune complicité entre les troupes françaises et celles de *Leopold I<sup>er</sup>*, «il ne peut y avoir dorénavant assez de liaison entre moi et l'Empereur pour m'obliger à joindre mes

---

<sup>49</sup>) *Guilleragues* au roi, le 14 janvier 1682. Correspondance, t. 2, p. 543.

<sup>50</sup>) *Guilleragues* au roi, le 5 mars 1682. Correspondance, t. 2, p. 595.

<sup>51</sup>) «Ils (les délégués des Malcontents) m'ont prié, prenant congé de moi, d'écrire à Votre Majesté qu'ils dépendraient absolument d'Elle . . .» *Guilleragues* au roi, le 5 mars 1682. Correspondance, t. 2, p. 596.

<sup>52</sup>) *Innocent XI* appela les souverains européens à unir leurs forces contre les turcs. La France eut aussi sa place dans ses projets anti-turcs. *Louis XIV* devait déclencher l'offensive contre les turcs du côté de la Méditerranée en même temps que les autres souverains chrétiens devaient attaquer du côté du continent.

armes aux siennes pour quelques raisons que ce puisse estre<sup>53</sup>). Il paraît que l'ambassadeur français ne reçut cette lettre, qui contenait, en fait, une promesse de neutralité en cas d'une guerre contre l'empereur, que le 11 août<sup>54</sup>). En même temps, *Louis XIV* fit cesser le siège de Luxembourg commencé par le maréchal *Crequis*. Il ne convient pourtant pas de supposer que la force mobile de *Louis XIV* était le service de la Chrétienté — comme il s'y réfère lui-même. Selon les recherches de V. L. Tapié<sup>55</sup>), la décision du roi du 22 mars 1682 était influencée par le rapport reçu ce jour-là de son ambassadeur à Londres. Celui-ci le prévint que la persistance du roi en France pourrait aboutir à la guerre, en signalant à la fois qu'il serait fort difficile pour *Charles II* de rester neutre. Après cela *Louis XIV* adressa un ultimatum à l'empereur d'accepter les mesures prises jusqu'en septembre 1681 par les chambres d'annexion. L'empereur est resté inébranlable face aux français et refusa ces conditions. Toutefois, *Louis XIV* devait expliquer la fin du siège à la Porte. C'est ce qui peut expliquer les promesses positives de sa lettre du 8 avril 1682 où il confirma que le déplacement de ses troupes des environs de Luxembourg ne diminue pas sa principale intention de mobiliser ses forces contre l'empereur.

Le roi de France expose dans ses directives du 1<sup>er</sup> juillet 1682, qu'il ne veut pas empirer ses relations avec la porte par la révocation de *Guilleragues*, et qu'il est prêt à patienter avec le règlement des discussions protocolaire<sup>56</sup>) en les remettant pour ainsi dire à l'arrière-plan. Le résident imperial *Kuniz* rapporta en avril à la cour de l'empereur que les frégates patrouillant devant les Dardanelles reçurent l'ordre du roi de se retirer<sup>57</sup>). Le 25 juin il rapporta à Vienne que le roi de France avait écrit la lettre d'excuse demandée où il se justifia devant la Porte exposant que l'attentat à Chios fut commis à son insu et contre sa volonté, qu'il n'avait aucune intention de nuire à la Porte, au contraire, il cherchait comme jusqu'alors, à développer les bonnes relations<sup>58</sup>).

A partir de l'été 1682 la porte était donc assurée de la neutralité de la France en cas de guerre contre l'empereur. Toutefois, le grand vizir continuait à se demander si le roi de France ne prêterait vraiment pas de secours à l'empe-

<sup>53</sup>) *Louis XIV* à *Guilleragues*, le 8 avril 1682. A. E. C. P. Turquie, t. 16, fol. 337—338.

<sup>54</sup>) *Guilleragues* au roi, le 11 août 1682. Correspondance, t. 2, p. 706.

<sup>55</sup>) V. L. Tapié, Europe et chrétienté, p. 282—285.

<sup>56</sup>) La discussion protocolaire fut mise à l'arrière-plan par la direction de la politique extérieure française, ce qui ressort aussi des instructions données par *Louis XIV* le 27 mai et le 1 juillet 1682. A. E. C. P. Turquie, t. 16, fol. 372, p. 418.

<sup>57</sup>) G. de Raxis Flassan, Histoire générale et raisonnée de la diplomatie Française. Paris 1809, t. 4, p. 32.

<sup>58</sup>) Rapport de *Kuniz* du 25 juin 1682. Klopp, Das Jahr 1683, p. 102.

reur. C'est que les résidents allemand et hollandais faisaient toujours des déclarations dans ce sens et répandaient des nouvelles du secours offert. Les nouvelles répandues par le résident anglais ne pouvaient pas non plus le rassurer, car celui-ci exposa que *Louis XIV* était assez occupé par la ligue européenne qui était en train de s'organiser contre lui, et qu'il ne pouvait donc consacrer son énergie aux turcs<sup>59</sup>). *Kara Mustafa* ne cessa donc pas de méditer jusqu'en août 1682, date à laquelle *Guilleragues*, qui avait reçu entre temps la lettre ci-dessus, a tenu la déclaration suivante: »J'ai fait insinuer d'une manière réservée et sans abandonnement, tout ce que Votre Majesté m'a commandé, touchant les secours dont les ministres de l'empereur se vantent (donc que le roi de France accordera son secours à l'empereur); et laissant au Grand Vizir des espérances de ce côté, j'ai fait entrevoir et craindre le contraire s'il attaque la Pologne.«<sup>60</sup>) Par conséquent, si les turcs attaquent la Pologne, le roi de France avait l'intention d'aller au secours des Polonais, tandis qu'en cas d'une attaque contre l'empereur il resterait neutre.

La situation qui se développa fut très spéciale: l'empereur refusa d'accepter les prétentions françaises et il voulait prolonger la paix avec l'Empire Turc. Le roi de France donna donc le feu vert aux turcs pour attaquer l'empereur. Tout cela donna la possibilité à *Thököly* de continuer son combat. On peut dire qu'en 1682 Constantinople devint l'arène des grandes puissances et la Porte se trouvait en plein milieu des luttes diplomatiques européennes. Il semblait que l'issue des rivalités entre l'empereur et le roi de France dépendait des décisions turques. En avril 1682 *Guilleragues* était de l'avis qu'il devait se mesurer personnellement avec Caprara pour décider les turcs de choisir entre une attaque contre l'empereur et le renouvellement de la paix pour diriger les forces armées turques contre la Pologne. »Le succès de sa négociation (de Caprara) à la porte dépend de la mienne« — écrivit-il<sup>61</sup>). Ainsi, les puissances européennes augmentèrent encore une fois, et cela fut pour la dernière occasion dans l'histoire, l'importance de l'Empire Turc en déclin, et leur compétition eut comme résultat d'ouvrir, en apparence, de nouvelles perspectives pour l'Empire Turc. La situation politique en Europe poussa le grand vizir à des offensives hardies et la situation créée était le contraire de celle de 1664. Maintenant, dans la personne de *Caprara*, l'empereur apparut à la porte comme quêteur de paix, le roi de France par contre comme »un souverain inspirant peur à la chrétienté«, menaçant l'empereur, et qui avait comme intérêt une offensive turque contre l'empereur.

La situation politique européenne de 1682 promet sans aucun doute de bonnes perspectives à *Thököly*. Il était clair que *Louis XIV* voulait que les turcs attaquent l'Empereur et que l'intention de *Kara Mustafa* fut la même.

---

<sup>59</sup>) *Guilleragues* au roi, le 11 août 1682, Correspondance, t. 2, p. 708.

<sup>60</sup>) *Guilleragues* au roi, le 11 août 1682. A. E. C. P. Turquie, t. 16, fol. 414. (Correspondance, t. 2, p. 707.)

<sup>61</sup>) *Guilleragues* à *Duquesne*, le 14 avril 1682. Correspondance, t. 2, p. 625.

Tout cela signifia pour *Thököly* qu'il devait coopérer avec les turcs au lieu d'une action directe coordonnée par la France. Le piège fut donc fait. Est-ce-qu'on pouvait s'en sortir?

### L'allié des turcs

La politique des grandes puissances d'Europe exerça une bonne influence sur les plans offensifs de *Thököly* et des turcs. Voyant le grand effort de *Caprara* pour faire prolonger la paix de Vasvár et pensant au fait que, à cause de la peur des français, *Leopold I<sup>er</sup>* n'avait pas exploité les conséquences d'une défaite turque en 1664, et avait conclu la paix avec *Ahmed Köprülü* à des conditions désavantageuses, *Kara Mustafa* pouvait sans doute compter sur des conditions beaucoup plus avantageuses de la part de l'empereur. Il essaya, après 1681, de se rendre compte jusqu'où il pouvait aller, présenta toujours de nouvelles exigences, jusqu'à ce qu'il perde la mesure. Il savait que bien qu'en Europe l'idée de la solidarité chrétienne contre les turcs soit constamment répétée, l'antagonisme des puissances a pour conséquence la subsistance et même le renforcement de son empire<sup>62</sup>). Son intention ferme était de suivre l'exemple du grand ancêtre, le sultan *Soliman*, en utilisant les forces acquises pendant la consolidation créée par les *Köprülüs*. Comme, selon la conception d'état des osmanlis, seules des nouvelles conquêtes peuvent contribuer à une prospérité, il engagea une politique de conquête<sup>63</sup>). La lutte ouverte de *Thököly* exerçait sur lui une influence, et aussi sur ses projets. En voyant que *Thököly* ne s'accommodait avec l'empereur, il pouvait réaliser son but, c'est-à-dire de créer une deuxième principauté sous domination turque, en reconnaissant *Thököly* comme prince. La Porte pourrait avoir ainsi de plus en plus de territoires de Hongrie sous son contrôle.

*Kara Mustafa* soutena donc la principauté de *Thököly* créée en 1680 en Hongrie de l'Est. Quand le 8 janvier 1680, *Thököly* fut élu à l'unanimité commandant en chef des armées kouroutzs (Malcontents), un chaouch fut envoyé pour la première fois par la Porte, fin février 1680, pour lui remettre le mes-

---

<sup>62</sup>) Dans une conversation avec Nointel Hezarfen, l'historien turc, reconnu «que la grandeur de sa race n'était dûe qu'à un insolent bonheur. Ses ennemis naturels, disait il, c'est-à-dire ses voisins se bornent toujours à la défense; ils n'osent jamais attaquer et profiter de leurs avantages; de plus les autres États sont trop divisés d'intérêts et de vues pour les secourir avec efficacité, pour opérer des diversions qui réussiraient infailliblement». Vandal, *Les voyages*, p. 249.

<sup>63</sup>) H. G. Majer, *Die Türken — Gegner des Westens am Ende des 17. Jahrhunderts*, dans: *Kurfürst Max Emanuel. Bayern und Europa um 1700*. T. 2, München 1976, p. 367—370; M. Khadduri, *War and peace in the law of Islam*. Baltimore 1955.

sage du Grand Vizir le poussant à continuer la lutte et lui promettant son soutien<sup>64</sup>). Ainsi, *Kara Mustafa* fit le premier pas vers l'alliance avec *Thököly*. Néanmoins, il se décida en 1682 seulement d'accorder l'aide demandée aux Malcontents de Hongrie «... car il serait impossible de la leur refuser sans injustice après tant d'années de persévérance et tant de promesses répétées par ses prédécesseurs et par lui-même»<sup>65</sup>).

*Thököly* ne pouvait donc pas ignorer les turcs en conséquence de la politique de paix de l'empereur et à cause du point 9 du traité de Varsovie, dans lequel même le roi de France avait accepté les «droits d'ainesse» prétendus par le sultan sur la Hongrie<sup>66</sup>). Tout cela signifia pour *Thököly* que la seule possibilité de réaliser ses projets politiques était d'accepter le protectorat turc. Dans sa lettre du début janvier 1681, écrite à *András Sebestyényi*, il souligna qu'il avait conclu la paix avec l'empereur sous protectorat turc<sup>67</sup>). Les Malcontents et leur chef faisaient savoir leurs conditions de paix dans leur lettre à l'évêque *György Szelepcsényi*, datée à Kapos le 7 mai 1681: ils demandaient à l'empereur de respecter les libertés traditionnelles du pays, tout d'abord la possibilité d'exercer librement la religion protestante. Ils soulignaient qu'on ne pouvait rien faire sans la satisfaction de la puissante nation turque. A la demande turque *Thököly* dénonça l'armistice le 28 mai, et le même jour il apprit la nouvelle que le grand vizir avait reçu ses services<sup>68</sup>). Dans un rapport de *Sebeville* on peut par exemple trouver la remarque selon laquelle les turcs promettaient de grands secours aux Malcontents si ces derniers étaient prêts à continuer la guerre<sup>69</sup>). Une des propositions du palatin, *Pál Eszterházy*, peut être aussi considérée comme une preuve du fait qu'on ne pouvait pas, dans les questions concernant *Thököly*, éviter de prendre en considération la Porte. En effet, le 9 janvier 1682, il proposa à l'empereur d'envoyer à la Porte *Albert Caprara*, comme internonce de l'empereur et *Gergely Pavesics* comme représentant de Hongrie pour savoir si la porte donnerait son consentement au fait que *Thököly*, qui était le tributaire du sultan, s'accommodat avec l'empereur<sup>70</sup>).

Au début de 1682 *Thököly* envoya ses représentants à la Porte pour demander au grand vizir soit de lui prêter secours, soit d'inclure la cause de la Hongrie dans le traité de paix à conclure entre la Porte et Vienne dont on entendait parler (il s'agit des pourparlers sur le prolongement de la paix de Vas-

---

<sup>64</sup>) Benczédi, *Thököly Imre*, p. 11.

<sup>65</sup>) M. de la Croix, *Guerres des Turcs avec la Pologne, la Moscovie et la Hongrie*. Paris 1696, p. 239.

<sup>66</sup>) Voir note 26.

<sup>67</sup>) E. Iványi, *Közvetítési kísérletek a bécsi udvar és Thököly között*, dans: *A Thököly felkelés és kora*, (études). Budapest 1983, p. 135.

<sup>68</sup>) Ibidem, p. 139.

<sup>69</sup>) Bérenger, *Le Royaume*, p. 304.

<sup>70</sup>) Iványi, *Közvetítési*, p. 141.

vár)<sup>71</sup>). *Kara Mustafa* ajouta donc à ses conditions l'amnistie et les satisfactions à donner aux Malcontents de Hongrie. *Thököly* voulait obtenir tout cela avec la garantie et l'appui de *Louis XIV*<sup>72</sup>).

L'entrée en scène des turcs en 1682 modifia toutefois les relations de la France avec *Thököly*. *Kara Mustafa* accorda son appui total à *Thököly* dont il voulait faire un roi de Hongrie sous protectorat ottoman. *Thököly* avait désormais moins besoin de l'aide française; encore que celle-ci ne lui ait point été refusée. Le projet de mariage de *Thököly* avec *Ilona Zrínyi* et ses relations avec le pacha de Bude prouvèrent que les turcs voulaient éloigner la Haute-Hongrie de la couronne et ils voulaient établir une deuxième principauté de Transylvanie<sup>73</sup>).

La carrière politique de *Thököly* monta en flèche. En juin, il épousa *Ilona Zrínyi*. *Ilona Zrínyi* (1643—1703) était la veuve de *Ferenc Rákóczi I<sup>er</sup>*; ce dernier ayant été un des personnages les plus puissants et plus riches de la nobilité hongroise, sa veuve était l'héritière d'une fortune considérable. *Thököly* prit ainsi possession des immenses propriétés terriennes des *Rákóczi*. Il occupa Kassa, capitale de l'Est du pays, en juillet et put ainsi contrôler la chambre de Szepes, organe gouvernemental central de 13 comitats de la Haute-Hongrie. *Kara Mustafa* lui assura son plein soutien.

*Louis XIV*, en apprenant la nouvelle selon laquelle les hongrois voulaient élire *Thököly* comme leur roi au commencement de la campagne suivante, faisait dépendre son consentement de l'avis des turcs<sup>74</sup>). L'instructions de *Louis XIV* à *du Vernay-Boucault* et à *Guilleragues* témoignent du fait que les français encourageaient *Thököly* à continuer son combat contre l'empereur<sup>75</sup>).

<sup>71</sup>) *Guilleragues* au roi, le 5 mars 1682, Correspondance, t. 2, p. 595.

<sup>72</sup>) Voir note 51.

<sup>73</sup>) *Iványi*, *Közvetítési*, p. 142.

<sup>74</sup>) »... on lui a fait entendre de plus que le comte Tekely veut faire proposer à la Porte de l'appuyer dans la prétention qu'il a d'estre souverain d'Hongrie«. *du Vernay-Boucault* au roi, Hebesfalva, le 19 janvier 1682. A. E. C. P. Hongrie, t. 6, p. 204—206. Le roi repondra „(la lettre) par laquelle vous me donnez avis du desseins qu'ont les Hongrois affectionnés au comte Tekely l'élire pour leur Roy au commencement de la campagne prochaine. ... que lorsque toutes choses seront bien disposées à cette Élection je donneray encore aux comte Tékéli de plus grand marques de mes protections, enfin donnez luy de bon espérances mais avant que de promettre des assistances (offertimes) de ma part pour cette Élection vous devez ... de pénétrer si le Grand Seigneur a donné son consentement«. Du roi à *M. du Vernay-Boucault*, le 2 mars 1682. A. E. C. P. Hongrie, t. 6, p. 221.

<sup>75</sup>) »Ménager surtout le comte Tekeli et les principaux des Mecontents en sort que puissent faire la guerre cette campagne assez vigoruesement pour empescher l'Empereur ...«. Du roi à *du Vernay-Boucault*, St. German, le 2 avril 1682. A. E. C. P. Hongrie, t. 6, fol. 230—231. Du roi à *du Vernay-Boucault*, le 9 avril 1682. A. E. C. P. Hongrie, t. 6, fol. 236.

L'idée que *Thököly* devienne prince de Haute-Hongrie correspondait aussi aux intérêts français, puisqu'il pouvait être plus utile contre l'empereur qu'étant prince de Transylvanie<sup>76</sup>).

Enfin, le 16 septembre 1682, à Fülekk, *Kara Mustafa* fit remettre à *Thököly* l'athnamé du sultan sur la principauté de la Haute-Hongrie où le sultan reconnut *Thököly* comme souverain bien que chargé de lui payer tribut<sup>77</sup>). Tout cela créa des obstacles à la conclusion de la paix, car le grand vizir viola ainsi ce qui avait été fixé à propos des hongrois dans la paix de Vasvár. La mise en état de tributaire de *Thököly* pour la souveraineté en Haute-Hongrie constituait un autre problème puisqu'elle indiquait que les turcs voulaient replacer l'empereur dans le statut des tributaires<sup>78</sup>). En effet, *Caprara* reçut entretemps l'ordre de Vienne de ne pas consentir au statut de tributaire, et de tenir les pourparlers pour terminés si on l'exige<sup>79</sup>).

*Thököly*, qui devait sa carrière au soutien français, se rallia de plus en plus aux turcs. »Le comte est présentement dans la dépendance absolue des turcs, ayant été proclamé Prince Souverain de Hongrie. Ce nouveau Prince ne pouvant plus agir par soy mesme et étant contraint de suivre les mouvements de la Porte« — annonça *du Vernay-Boucault* sur *Thököly* en octobre 1682<sup>80</sup>). La politique de paix de l'empereur devait de toute façon pousser *Thököly* à

---

<sup>76</sup>) *du Vernay-Boucault* au roi, le 24 septembre 1683. A. E. C. P. Hongrie, fol. 437—438.

<sup>77</sup>) *du Vernay-Boucault* au roi, le 13 mai 1682. A. E. C. P. Hongrie, t. 6, fol. 282.

<sup>78</sup>) *Kara Mustafa* se souvenait bien — l'âge d'or de *Soliman* étant pour lui un modèle — qu'en 1547 ils en sont arrivés à pouvoir considérer l'empereur comme leur contribuable, puisqu'il payait un tribut annuel pour les territoires hongrois cédés par le sultan. Après l'occupation de Constantinople le rêve des turcs était de s'emparer de Vienne; pour eux Vienne était le Kizil Elma, elle représentait la ville à conquérir. Vu que l'empereur était faible face au sultan, les diplomates impériaux avaient pour tâche de gagner du temps pour se préparer à la défense. C'est ainsi que fut introduit la visite annuelle des envoyés de l'empereur dans la cour du sultan, avec des cadeaux que les turcs prirent comme tribut; ils reconnurent l'autorité des turcs sur les territoires hongrois, tout cela pour retenir les offensives de l'armée turque et pour pouvoir mettre en place une ligue de défense. La paix de Zsitvatorok, ayant mis fin à la guerre de 1593—1606, apporta aussi la fin de la condition de contribuable. Les turcs accordèrent pour ainsi dire »l'égalité en droit« à l'empereur, lui reconnaissant le titre d'empereur, et le tribut à payer à la porte fut qualifié simplement de cadeau. Vienne attribua donc une grande importance diplomatique au choix des cadeaux qui devaient être égaux, d'autant plus que *Louis XIV* se référait précisément au tribut payé aux turcs pour mettre en question la qualité la plus chrétienne de l'empereur.

<sup>79</sup>) Klopp, *Das Jahr 1683*, p. 140.

<sup>80</sup>) *du Vernay-Boucault* au roi, le 12 octobre 1682. A. E. C. P. t. 6, fol. 462—463.

l'alliance avec les turcs, car il n'entrevoit aucune garantie de n'être pas livré aux turcs, avec toutes les acquisitions de l'empereur, si c'est ce que les turcs voulaient comme prix de la prolongation de la paix. Il est bien différent d'être livré ou de s'offrir de sa propre volonté. Le soutien français plaide aussi pour l'alliance avec les turcs, encore qu'il comprit bien qu'il fallait avoir une grande chance pour que se réalisât tout ce qu'on lui avait dit pour disperser ses scrupules de chrétien: *Louis XIV* vaincra d'abord l'empereur et ensuite, avec l'aide de *Thököly*, les turcs, et avec l'appui de la France il pourrait créer une Hongrie indépendante<sup>81</sup>). Il n'y avait pas non plus beaucoup de chances d'inclure dans le prolongement de la paix de Vasvár ses acquisitions et sa qualité de prince, et ce avec garantie française, car c'était précisément lui qui, avec ses actions bien réussies, tâchait de retarder la conclusion de la paix, sans parler des français qui voulaient déjà à tout prix que les turcs attaquent l'empereur. *Leopold I<sup>er</sup>* refusa conséquemment d'accepter les réunions et ainsi la conclusion de la paix devant régler les affaires européennes ne faisait que trainer. Après les débuts de ces relations avec *Thököly*, la politique française, en rivalité avec l'empereur, lui ouvrait la perspective d'une alliance turque. Le chef des Malcontents ne pouvait avoir confiance que dans la victoire des turcs, qui avait une certaine probabilité en 1682 dans le cas où le grand vizir trouvait les mesures nécessaires.

### **Le piège de l'Empire défensif (la politique de Vienne)**

*Thököly* termina les pourparlers avec Vienne pratiquement au moment même de l'annexion française de Strasbourg et se décida de continuer le combat armé contre l'Empereur, parce qu'il se voyait beaucoup plus de perspectives du côté de la France. Il acquit de l'autorité aux yeux des impériaux par ses bons contacts avec la France et les turcs. L'empereur, influencé par le parti espagnol, donna une grande importance aux négociations avec le chef des Malcontents, et, parallèlement, par des pourparlers à Constantinople, il chercha la voie conduisant à tout prix au prolongement de la paix de Vasvár. Quelques ministres impériaux se montraient prêts à céder la Hongrie à *Thököly* et aux turcs afin que l'empereur ait les mains libres le long du Rhin et aux Pays-Bas. En 1682, ils étaient prêts à faire des concessions aux turcs (le duc *Charles de Lorraine*, *Herman von Baden*, président du conseil de guerre de la cour et le majordome *Zinzendorf*; face à eux le chancelier autrichien *Hochoer* et le prince *Schwarzenberg* étaient enclins à conclure la paix avec *Louis XIV*)<sup>82</sup>).

---

<sup>81</sup>) Klopp, *Das Jahr 1683*, p. 100—101, 142.

<sup>82</sup>) C'est l'ambassadeur de France à Vienne, *Sebeville*, qui en fit un rapport à Versailles le 15 janvier 1682. A. E. C. P. Autriche, t. 53, fol. 29.

Entre 1679—1681 plusieurs délégués impériaux se présentèrent à la Porte pour suivre des pourparlers avec les fonctionnaires turcs à propos du prolongement de la paix de Vasvár, ce dernier expirant dans les 4—5 ans à venir. Le résident impérial constant à la porte, *Kuniz*, fait tout son possible pour atteindre cette prolongation. A partir du 11 avril 1682 l'empereur nomma un internonce, *Caprara*, à Constantinople afin de prolonger cette paix<sup>83</sup>).

Pendant ce temps, les diplomates de Vienne désignèrent à *Thököly* les comitats Ung, Ugocsa, Bereg et Szabolcs comme quartiers d'hiver, avec l'idée, que si les Malcontents choisissaient de se placer sous l'autorité turque, la porte aurait le passage libre vers la Pologne et la Russie. Ils voulaient, de cette façon, diriger l'offensive turque vers la Pologne<sup>84</sup>).

Les propositions de *Caprara* étaient si avantageuses que le roi de France commença à s'inquiéter sérieusement que le grand vizir ne prenne la décision en faveur de la guerre contre la Pologne, prolongeant la paix de Vasvár avec l'empereur<sup>85</sup>). Selon *Guilleragues*, en avril 1682, *Caprara* promit trois millions pour le renouvellement de la trêve, un tribut annuel de deux cent mille écus pour le Royaume de Hongrie, l'amnistie aux Malcontents hongrois qui se sont mis sous protection turque, et, en outre, les cession territoriales (la cessation de 70 localités des environs de Érsekujvár). Enfin, *Kara Mustafa*, comme prix du prolongement de la paix, demanda à l'empereur la démolition de Leopoldstadt, la restitution aux Malcontents de toutes leurs fortunes confisquées, un tribut annuel de ½ million de ducats. *Caprara* était prêt à satisfaire toutes les exigences pour obtenir la paix. Mais ses pourparlers n'arrivaient en général à rien, les turcs aussi bien que *Caprara* faisaient visiblement trainer les choses. Une remarques de *Guilleragues* reflète bien la situation réelle: „Il y a beaucoup d'apparence que l'Empereur, déjà disposé à ne rien épargner pour le très humble service des Espagnols et des Hollandais, abandonnera une grande partie de la Hongrie au seul bruit des préparatifs et de l'approche du vizir, et qu'il donnera dans un jour des places que les turcs n'eussent pu prendre dans trois ans, afin d'être en état de donner quelque secours à celles que le Roi (Louis XIV) ne veut peut-être pas assiéger en Flandre ni en Hollande, et que Sa Majesté prendrait si Elle était en cette résolution, malgré tous les impériaux“<sup>86</sup>).

Que fut l'opinion de *Thököly* sur la politique de Vienne? Sa proclamation de Kassa, une de ses plus importantes déclarations politique, nous en informe. Il accusa la maison d'Autriche de vouloir faire périr la Hongrie par tout moyens

---

<sup>83</sup>) Les rapports de *Caprara* sont traités par Klopp.

<sup>84</sup>) *Guilleragues* au roi, le 14 janvier 1682. Correspondance, t. 2, p. 546.

<sup>85</sup>) Le roi à *Guilleragues*, le 23 décembre 1682. Cité par K. Koehler, Die orientalische Politik Ludwig's XIV. Ihr Verhältnis zum Türkenkrieg von 1683. Leipzig 1907, p. 93.

<sup>86</sup>) *Guilleragues* au marquis de Vitry, le 4 avril 1682, Correspondance, t. 2, p. 622—623.

qui furent possibles: tantôt en faisant semblant de faire la paix, tantôt sous prétexte du logement des troupes, tantôt en essayant de faire éloigner les turcs aux hongrois. On ne pouvait avoir confiance en aucun de ses mots. L'empereur voulait faire la paix avec les turcs et ils voulaient forcer les hongrois dans un labyrinthe<sup>87</sup>).

Bien qu'ayant des inquiétudes, *Thököly* était confiant, en résultat de la situation générale que *Kara Mustafa* caractérisait de la façon suivante: „Il (Kara Mustafa) ferait la paix quand il voudrait, avec les conditions qu'on lui offre depuis un an. Pour peu qu'il soit disposé, il y a de l'apparence qu'il ne trouvera pas de repugnance du côté de l'Empereur dont le conseil n'a pas changé de maximes depuis le traité de Raab (Györ)“<sup>88</sup>). Il continua donc à combattre et à mettre de plus en plus de territoires sous sa dépendance, pour avoir une position la plus forte possible. Mais, on peut dire, qu'avec cette politique *Thököly* augmenta aussi l'appétit de *Kara Mustafa*.

*Caprara* nota plusieurs fois qu'un mouvement de l'armée impériale suffirait — d'après son avis — contre *Kara Mustafa*, pour lui faire changer les idées. Mais de toute façon, il faudrait le faire<sup>89</sup>). *Guilleragues* constata aussi, que, du point de vue militaire et financier, l'Empire (turque) était faible, les armées entraînées n'avaient qu'une valeur moyenne et des effectifs réduits, il y avait manque d'argent et faillite financière, la force maritime n'avait pas de valeur, le prestige de l'empire ne se nourrissait que des victoires précédentes<sup>90</sup>). Evidemment, *Thököly* ne pouvait pas ne pas s'apercevoir de la situation turque. En voyant que en 1682, les français avaient beaucoup de réserves pour accepter un combat ouvert, il voulait défendre ses positions en se recommandant comme médiateur entre l'empereur et les turcs pour faire la paix. Étant donné que les turcs lui assuraient leur appui, ainsi que de représenter ses intérêts au cours des négociations de paix avec l'empereur, et comme l'empereur voulait aussi se concilier avec *Thököly*, ce dernier pensait que c'était le bon moment pour faire prolonger la paix de Vasvár en y ajoutant ses revendications.

Les Malcontents concluaient l'armistice avec les impériaux le 19 novembre 1682. La cour de Vienne donna à *Thököly* la Haute-Hongrie jusqu'à la rivière Garam et elle s'engagea à payer à *Thököly* 3000 florins des revenus des villes minières. La cour de Vienne accueillit bien les services de *Thököly* pour faire la paix et fit savoir cela à *Caprara*.

Selon une lettre de Vienne: »Tékéli et ses adhérents veulent se repentir de leur perfidie ..., et il, ... veut travailler tout de bon à empêcher la guerre en

<sup>87</sup>) Le texte de la proclamation de Kassa (du 26. juillet 1682) dans: Ben-  
czédi, Rendiség, p. 116.

<sup>88</sup>) *Guilleragues* au roi, le 14 juin 1683, Correspondance, t. 2, p. 877.

<sup>89</sup>) Rapport de *Caprara* du 15 février 1682; K l o p p, Das Jahr 1683, p. 175.

<sup>90</sup>) *Guilleragues* au roi, le 31 juillet 1681, Correspondance, t. 1, p. 394; *Guille-  
ragues* au roi, le 16 mars 1680, Correspondance, t. 1, p. 168.

Hongrie avec les turcs<sup>91</sup>). Le chef des Malcontents envoya son secrétaire (*György Petneházi*) à Vienne, qui y arriva aux premiers jours de 1683 avec *Saponara*. En même temps il envoya ses principaux ministres à la Porte pour assister aux négociations de paix. »Pour marque de la sincérité de ses intentions, il a mis en liberté cent soldats allemands et le Baron Kohari« (qui fut gouverneur de Fülek)<sup>92</sup>). Une autre lettre de Vienne témoigne que le secrétaire du comte *Tékéli* »a logé chez le Marquis de Bade, président du conseil de guerre, et on luy permet de sortir sans gardes. Il attend la dernière résolution de l'Empereur et si cette cour veut remettre la Hongrie au mesme état qu'elle étoit en 1647 (tant pour les affaires ecclésiastiques que séculières) il promet ou déprouver la paix avec les turcs ou que les Mecontens se joindront aux armes de l'Empereur<sup>93</sup>). *Thököly* voulait le renouvellement de la paix de Vienne et prétenda les mêmes territoires qu'avait eu *Bocskai*, avec la dignité de Prince de Saint Empire Germanique<sup>94</sup>). Selon l'opinion de *Herman von Baden* — président du conseil de guerre de la cour de Vienne — il serait mieux de conclure la paix avec les turcs sous les conditions de *Thököly* qu'accepter les prétentions de *Louis XIV*<sup>95</sup>). L'ambassadeur de la cour d'Espagne, *Borgomaynero*, conseilla de laisser tranquillement perdre quelques commitats hongrois, comme en son temps la couronne espagnole se fut résigné à l'indépendance des Pays-Bas<sup>96</sup>).

Cette remarque de *Borgomaynero* est très intéressante, parce que celui-ci fut le meilleur protecteur de *Thököly* à la cour de Vienne. Il s'efforça d'empêcher que *Louis XIV* commence une guerre contre la Belgique et contre l'Empire Germanique. *Thököly* s'enthousiasma d'ailleurs pour la guerre d'indépendance des Pays-Bas, il considérait *Guillaume d'Orange* pour modèle, et, juridiquement, il fonda ses efforts pour l'indépendance de la Hongrie sur les théories de *Grotius*. En connaissance de tous cela, on pouvait penser que *Thököly* n'était pas loin de réaliser son but, la Hongrie indépendante.

Néanmoins, son action de médiateur ne réussit pas. *Saponara* retourna chez *Thököly* à la fin de février 1683, son instruction cependant ne l'autorisa pas d'accepter les revendications de *Thököly*. D'autre part, il avait aussi reçu l'ordre de ne pas perdre le fil des négociations<sup>97</sup>). Les conditions proposés par Vienne ne correspondaient pas aux conquêtes de *Thököly*. La cour de Vienne faisait passer le temps.

---

<sup>91</sup>) Lettres de Vienne du 18 février 1683, A. E. C. P. Autriche, t. 55, fol. 72.

<sup>92</sup>) Lettres de Vienne, le 28 février 1683, ibidem, fol. 88.

<sup>93</sup>) Lettre de Vienne, du 28 février 1683, du résident Palatin, A. E. C. P. Autriche, t. 54, fol. 82.

<sup>94</sup>) *Angyal*, Késmárki, p. 25—26.

<sup>95</sup>) Ibidem.

<sup>96</sup>) Ibidem, p. 16.

<sup>97</sup>) Ibidem, p. 13.

### La campagne de 1683 et le siège de Vienne

En août 1682 *Kara Mustafa* pouvait tenir compte des faits suivants: 1. Les turcs ne se trouvaient en conflit avec aucun de leurs voisins. 2. Les armements atteignirent des dimensions considérables dans les parties européennes de l'empire. 3. Les succès de *Thököly*. 4. L'esprit exagéré de conciliation de la politique impériale (Habsbourg) en faveur du prolongement de la paix. 5. La promesse de neutralité du roi de France dans le cas d'une offensive contre l'empereur<sup>98</sup>). A sa séance du 6 août 1682 le Diwan du sultan décida la guerre contre l'empereur, mais ceci était tenu en secret<sup>99</sup>). *Kara Mustafa* accomplit aussi son plan concernant *Thököly*: il faisait du chef des Malcontents le prince de la Haute Hongrie sous son protectorat. En mars 1683 le sultan *Mehmet IV* (et le grand vizir, *Kara Mustafa*) fit savoir au prince tatar, au prince de Transylvanie, *Imre Thököly* (roi de Hongrie) et au roi de France qu'il entraînait en guerre contre l'empereur. Il fit savoir à la Hongrie qu'il avait deux raisons de déclarer la guerre à l'empereur; d'une part que depuis des années le peuple hongrois cherche de la protection auprès du sultan (face à l'empereur) et d'autre part que le sultan veut offrir au Royaume de Hongrie du calme et un bon gouvernement, veut libérer le peuple hongrois<sup>100</sup>). Le mécanisme de la guerre turque se mit donc en marche, mais, en réalité, ce mouvement cacha des projets beaucoup plus grandioses que ce qu'on attendait.

En dépit de ses relations avec l'empereur, *Thököly* fonda quand même sa politique sur l'invasion turque, puisqu'il ne reçut aucune condition acceptable de Vienne, la cour impériale ne reconnaissait pas sa principauté, et son pouvoir conquis avec les armes. Sa décision au côté des turcs avait aussi été influencée par le fait que personne ne fit abandonner la guerre à *Kara Mustafa*. Même pas l'alliance défensive conclue entre le roi de Pologne et l'empereur<sup>101</sup>); elle était conclue trop tard pour pouvoir influencer *Kara Mustafa*. Quand la nouvelle de cette alliance parvint jusqu'à la Porte, les armées turques marchaient déjà sur Vienne et rien n'aurait pu retenir ces forces armées si avides de butin. De plus, *Louis XIV*, le 30 avril 1683, confirma qu'il ne secourrait pas l'empereur<sup>102</sup>). Sur ces garanties françaises le vizir se mit enfin en marche le 22 mai, et il fut sur de sa victoire.

<sup>98</sup>) Rapport de *Caprara* du 12 mai 1682, cité par Klopp, *Das Jahr 1683*, p. 110.

<sup>99</sup>) *Maurocordatos* à *Pierre Girardin*, ambassadeur de France à la porte sur les négociations du 6 août 1682. Les informations fournies se trouvent: lettre de *Girardin* du 1<sup>er</sup> novembre 1687 adressée à *Louis XIV*. A. E. C. P. Turquie, t. 19, fol. 318—335, cité par W. Leitsch, *Warum wollte Kara Mustafa Wien erobern?*, *Jahrbücher für Geschichte Ost-Europas* 29 (1981), 4, p. 503.

<sup>100</sup>) H. Kreitschmayr, *Die Türken vor Wien. Stimmen und Berichte aus dem Jahre 1683*. München 1938, p. 22—23.

<sup>101</sup>) *Guilleragues* au roi, du 10 avril 1683, *Correspondance*, t. 2, p. 836.

<sup>102</sup>) Le roi à *Guilleragues*, du 16 avril 1683, *Correspondance*, t. 2, p. 1047.

On peut dire que *Thököly* prit un chemin glissant en 1683: il voulait utiliser la campagne turque pour étendre son pouvoir sur tous les territoires de la Hongrie. Il semble qu'il fonda ses plans sur l'occupation rapide de Vienne, et il plaça sa confiance en la lenteur de *Sobieski*, en espérant que celui-ci ne pourrait arriver à temps à Vienne. Il y a eu beaucoup de disputes à propos du rôle que *Thököly* joua au cours du siège de Vienne; selon toutes évidences, il contribua à la décision concernant la direction de l'attaque turque non seulement par ses succès au champ de bataille mais aussi par des messages et encouragements adressés au turcs et par le fait de leur envoyer les plans des fortifications de Vienne<sup>103</sup>). Nous ne pouvons pas énumérer toutes les sources concernant cette question, mais, de toutes façons, elles ne modifieraient pas le fait que, après avoir échoué de s'accomoder avec l'empereur, *Thököly* ne faisait rien pour empêcher le siège de Vienne. Une lettre de Vienne témoigne, que »Tékéli avait déjà été cité trois fois par le vizir de Bude de le venir trouver avec ses troupes, mais qu'il s'en étoit tousjours excusé, et que les excuses donnoient bien à penser aux turcs. D'ailleurs que Tékéli et ses adhérens ne faisoient encore aucune mouvement, et qu'on ne voyait pas qu'ils fissent de grands préparatifs pour rentrer en campagne; que cependant on continuoit à traiter avec luy, mais que Tékéli tâchoit de couler le temps pour voir qui des deux partis la fortune favorisera«. Mais, en mai, *Thököly* n'observait plus la trêve et les Malcontents se préparèrent à entrer en campagne à côté des turcs<sup>104</sup>). Quand *Thököly* essuya une défaite de la part du prince *Charles de Lorraine*, le 29 Juillet 1683, il commença à être plus prudent<sup>105</sup>). Ainsi quand, le 27 août, *Kara Mustafa* lui commanda de passer vers Vienne avec ses troupes et avec les troupes auxiliaires turques pour se battre avec les turcs contre les impériaux, *Thököly* ne partit pas vers Vienne. On attribua cela à l'influence de *Sobieski*<sup>106</sup>). En effet, *Sobieski* recommanda le 9 août à *Thököly* de ne pas l'affronter et il se proposa comme intermédiaire entre *Thököly* et l'empereur<sup>107</sup>). Au fond, le plan militaire de *Sobieski* se basa sur la neutralité de *Thököly*. Ces moments furent très passionnants pour *Thököly*. Le fait de choisir la neutralité militaire témoigne soit son intelligence soit sa faiblesse militaire.

Pour juger les intentions de *Thököly* il est à remarquer qu'on met en question les intentions de *Kara Mustafa* aussi. On se questionne pour savoir ce qu'il voulait, à vrai dire, avec le siège de Vienne<sup>108</sup>). Plusieurs faits témoignent du fait que le grand vizir voulait simplement piller Vienne et, en fin de

---

<sup>103</sup>) Benczédi, *Rendiség*, p. 130—131, note 110.

<sup>104</sup>) Lettre de Vienne du 23 mai 1683. A. E. C. P. Autriche, t. 55, fol. 193.

<sup>105</sup>) *Angyal, Késmárki*, p. 41.

<sup>106</sup>) *Ibidem*, p. 53.

<sup>107</sup>) N. Dalayrac, *Mémoires pour servir à l'histoire et au droit public de Pologne*. A la Haye 1741; O. F. Battaglia, *König von Polen*. Zürich 1946.

<sup>108</sup>) Voir *Leitsch, Kara Mustafa*.

compte, aurait conclu la paix aux conditions avantageuses précédentes. Selon *Guilleragues* «il y a donc peu d'apparence que Vienne soit prise, mais il me (Guilleragues) semble qu'il y en a beaucoup que le vizir, content d'avoir ravagé une partie des pays héréditaires et du Royaume de Hongrie, pris un nombre infini d'esclaves, et tout désolé, se résoudra à la paix que l'Empereur acceptera de bon cœur, satisfait de son côté que sa capitale n'ait pas été prise<sup>109</sup>). L'opinion de l'ambassadeur français coïncide avec celle de l'écuyer *Silihdar*<sup>110</sup>). Plusieurs sources parlent de la volonté de pillage et de la fringale de butin des turcs<sup>111</sup>). Quoi qu'il en soit, la situation était encourageante pour *Thököly*. Le siège de Vienne pouvait mettre les événements en mouvement jusqu'à ce que son protecteur, le roi de France, fit échouer ses plans, fondés sur la prise rapide de Vienne.

Le premier septembre, quand la situation de Vienne était déjà dangereuse et il semblait que la ville impériale deviendrait le butin des turcs, survint quelque chose d'inattendu, et qui paraissait renforcer les propositions turques. L'armée de 35 milles soldats de *Louis XIV*, dirigée par le maréchal *Humiers*, pénétra dans les Pays-Bas espagnols, puisque l'empereur n'avait pas accepté les conditions du roi de France, remises le 26 juillet 1683 à l'assemblée de l'empire à Ratisbonne, avec un délai fixé à fin août. Selon un rapport bruxellois le maréchal *Humiers* créa une situation fort dangereuse; le roi de France veut utiliser l'attaque turque pour faire accepter ses exigences<sup>112</sup>). En paroles, les français sont allés même plus loin. *Chassinot*, chargé d'affaires du ministre des affaires étrangères *Croissy*, promit que les plans concernant la Belgique une fois réalisés, ce sera le tour de l'empire — et cette menace fut prononcée précisément le 3 septembre<sup>113</sup>). Toutefois, il c'est avéré que le roi de France avait mal calculé, ayant contribué à ce que le roi de Pologne et les ordres de l'empire, craignant la victoire et les nouvelles expansions turques, répondent à la demande de l'empereur *Leopold I<sup>er</sup>* et envoient des troupes pour libérer Vienne. Le 12 septembre les 20—24 milles soldats polonais, les troupes de secours de l'empire et les défenseurs, en somme 84 milles soldats se rassemblèrent enfin sur le Danube pour libérer Vienne<sup>114</sup>). La défaite turque à Kahlenberg forçant l'armée turque à une fuite affolée, délaissant tout sous la forteresse, était aussi une défaite pour *Louis XIV*, car il n'a pas atteint son objectif fixé pour le temps du siège de Vienne, notamment de faire reconnaître les réunions par l'empereur et par la diète de l'empire.

<sup>109</sup>) *Guilleragues* au roi, du 28 septembre 1683, Correspondance, t. 2, p. 897.

<sup>110</sup>) R. F. Kreutel, *Kara Mustafa vor Wien. Zusätze zum Tagebuch der Belagerung Wiens in der Geschichte des Silihdar*. Graz, Köln, Wien 1955, p. 135—169.

<sup>111</sup>) Voir *Leitsch*, *Kara Mustafa*, p. 510—512.

<sup>112</sup>) Rapport de Bruxelles, Archives Secrètes Bavaoises (BayHstA) Kasten Schwarz, 8027, fol. 522—523.

<sup>113</sup>) *Klopp*, *Das Jahr 1683*, p. 366.

<sup>114</sup>) *Immich*, *Geschichte*, p. 112—113.

### Alternatives après la défaite

Après la défaite, la cour de Vienne devait répoindre à une question, fondamentale et pour *Kara Mustafa* et pour *Thököly*: est-ce-que la défaite turque serait réellement considérée comme une défaite par les impériaux ou non? Est-ce-que Vasvár serait répété, c'est-à-dire l'empereur conclurait-il de nouveau une trêve pour engager ses forces contre la France?

La question la plus importante, qui surgit à Linz en octobre, novembre et décembre 1683 était de savoir si l'on pouvait compter sur le maintien de la paix en Occident dans le cas d'une décision de poursuivre la guerre contre les turcs. Après la libération de Vienne, Versailles diminua sa volonté de faire la guerre contre l'empire<sup>115</sup>), les français devaient même réfléchir si l'empereur, ayant conclu la paix avec les turcs, ne dirigerait pas ses forces contre la France. Le danger existait que l'offensive contre la Belgique provoquerait une guerre générale où la France n'aurait pas d'alliés. Le roi de France chercha donc une issue, cette fois-ci favorable et pour lui et pour son adversaire. Il était prêt à conclure un armistice de 20—25 ans avec l'empereur et l'Empire Germanique sur la base de ses conquêtes faites jusque-là<sup>116</sup>). Vers la fin de 1683 il y avait donc des chances pour pouvoir conclure une paix européenne. En connaissance de tout cela la cour impériale chercha l'entente avec la France et décida de continuer la guerre contre les turcs. La tâche la plus urgente pour la politique française resta de faire accepter ses conditions et de régler le problème des occupations le long du Rhin. Comme la décision est restée en suspens quant aux exigences des français, les affaires orientales devinrent de nouveau importantes pour ces derniers.

Comme le roi de France voulait la paix avec l'empereur, son ambassadeur à la porte, *Guilleragues*, conseilla à *Thököly* »de chercher les moyens d'être reconnu comme souverain dans l'introduction ou parmi les points des arrangements à propos desquel il y a si souvent des négociations avec Vienne concernant les hivernages, l'armistice ou autres affaires«<sup>117</sup>). Même en mars 1684 il tenait pour possible que *Thököly* arriverait à conclure un accord avantageux, encore qu'il sut que son parti était affaibli<sup>118</sup>). Pour une conclusion d'une paix entre la Porte et l'empereur, à la fin 1684, après l'acceptation des prétentions de *Louis XIV*, *Guilleragues* tint possible que *Thököly* fût prince de Transylvanie<sup>119</sup>).

Les français tentèrent de tourner le roi de Pologne vers Versailles avec aussi l'aide de *Thököly* et de le faire sortir de la Saint Ligue, faisant usage du

---

<sup>115</sup>) Kloppe, Das Jahr 1683, p. 366—369.

<sup>116</sup>) Ibidem, p. 369.

<sup>117</sup>) *Guilleragues* au roi, du 28 mars 1684, Correspondance, t. 2, p. 940.

<sup>118</sup>) *Guilleragues* au roi, du 6 octobre 1684, Correspondance, t. 2, p. 1017.

<sup>119</sup>) Ibidem.

fait que *Sobieski* était, de toute façon, mécontent de l'empereur<sup>120</sup>). La nouvelle possibilité qui s'ouvrit devant *Thököly* était de trouver un accord avec l'empereur avec l'aide du roi de Pologne. Désormais le chef des Malcontents compta sur la garantie de la France. La question qui se posa fut donc: est-ce que les prétentions de *Thököly* seront comprises dans l'accommodement entre la France et l'empereur, et cela avec garantie française?

*Sobieski* accomplit sa promesse du 9 août 1683, il prit donc le rôle d'intermédiaire entre l'empereur et *Thököly*. Impregné du sentiment de la solidarité chrétienne, il comprit la situation tragique des hongrois, et il voulait leur assurer la possibilité de passer à l'alliance internationale contre les turcs<sup>121</sup>). *Sobieski* fonda son plan sur la neutralité des Malcontents. En effet, avant son départ de Cracovie le 9 août 1683, il envoya *Ghiza* comme son résident chez *Thököly*. Son devoir fut de trouver un accord avec *Thököly* pour que celui-ci n'attaque pas la Pologne pendant que *Sobieski* combattait sous Vienne. Comme le chef des Malcontents ne confronta pas *Sobieski*, ce dernier l'assura de son appui.

Les affaires de *Thököly* furent en très mauvais état après la défaite turque à Vienne. Dans sa proclamation, la cour de Vienne nomma *Thököly* comme auteur de tous les maux, et appella tout le monde à revenir à la fidélité de Vienne. Au résultat de cet appel beaucoup d'adhérents de *Thököly* passèrent du côté de l'empereur. Après cela le camp des Malcontents fut bouleversé, la discipline s'est relâchée et les troupes étaient en déroute<sup>122</sup>). L'opinion publique européenne — tout d'abord la propagande catholique et impériale — considéra *Thököly* comme traître de la communauté chrétienne à cause de son alliance avec les turcs<sup>123</sup>).

Après la défaite turque, *Thököly* voulait donc s'accommoder avec la cour de Vienne. Selon certaines sources il voulait passer au camp des chrétiens<sup>124</sup>) avec l'aide du roi polonais. Donnant suite à sa promesse *Sobieski* intervint dans l'intérêt de *Thököly* près de l'empereur. Son action d'intermède eut lieu en octobre après que les envoyés de *Thököly* furent allés voir *Charles de Lorraine* en lui proposant une armistice. Le commandant en chef des troupes impériales ne voulait pas s'entretenir avec eux, son point de vue à propos de

<sup>120</sup>) Hudița, Répertoire, p. 260.

<sup>121</sup>) Sur les relations de *Sobieski* avec *Thököly*: Angyal, Késmárki; Comte J. du Hamel de Breuil, *Sobieski et sa politique*, *Revue d'Histoire Diplomatique* (1893—1894), t. 7, p. 481—527; t. 8, p. 56—74, 219—268; Z. Abramovicz, *Sobieski és Thököly*, dans: *A Thököly felkelés és kora*; O. Laskowski, *Sobieski, king of Poland*. Glasgow 1944; N. A. de Salvandy, *Histoire du roi Jean Sobieski et du Royaume de Pologne*. Paris 1876; Dalayrac, *Mémoires*.

<sup>122</sup>) Benczédi, *Rendiség*, p. 132—133.

<sup>123</sup>) Köpeczi, »Magyarország a kereszténység ellensége«.

<sup>124</sup>) Dercsényi, *Recueil*; MS 4830/I. f. 3398, 3402.

*Thököly* fut qu'il ne négocierait pas avec lui, et qu'il ne pouvait accepter qu'une soumission immédiate<sup>125</sup>).

Les politiciens de la cour de Vienne regardaient d'un mauvais oeil l'action d'intermédiaire de *Sobieski*, puisque'ils considéraient *Thököly* comme un sujet révolté, avec qui ils ne voulaient pas négocier sauf sur la base d'une soumission immédiate. Ils étaient aussi indignés à propos du roi de Pologne en voyant dans les intentions de ce dernier l'acceptation des droits de souverains de *Thököly*.

Enfin, *Sobieski* s'entretint avec *Charles de Lorraine* à propos des propositions de *Thököly* le 5 novembre<sup>126</sup>). Les conditions qu'il présenta furent les suivantes: que l'empereur reconstruise les libertés constitutionnelles hongroises, qu'il donne une amnistie aux Malcontents, qu'il cède les territoires qui s'étendent jusqu'à Garam ou Vág à *Thököly*<sup>127</sup>). En voyant que *Charles de Lorraine* et *Starhemberg* s'opposèrent à accepter ses propositions, il les envoya immédiatement à Linz. La cour ne se dépêcha pas de répondre. *Thököly* voulait se conduire en fonction de la réponse de Vienne, mais, comme il ne n'en receva point, il interpréta les événements comme un rejet complet et il refusa de se rendre sans conditions. En plus il se trouva opposé à *Sobieski* à propos des hivernages, puisque le roi de Pologne voulait prendre ses quartiers d'hiver dans des territoires de la Haute-Hongrie qui furent en possession de *Thököly*<sup>128</sup>). *Thököly* redouta la perte de ces propriétés en pensant que *Sobieski* voudrait donner une extension à ses entreprises en Hongrie aussi. On peut donc constater, que l'intention d'intermédiaire de *Sobieski* ne fut pas, finalement, un succès. A la cour de Vienne, la coopération polono-hongroise avec une aide française fit revivre, de toute façon, de mauvais souvenirs du temps du traité de Varsovie.

Les politiciens viennois ne voulaient entendre parler des propositions de *Thököly*<sup>129</sup>). Il fut en vain de faire entendre au monde chrétien, dans sa proclamation de 1684, qu'il avait prit l'arme pour les »libertés civiles« de Hongrie, et pas contre les intérêts de la chrétienté, son action fut une lutte d'indépendance<sup>130</sup>). Il fut en vain aussi de prouver au pape *Innocent XI*, au roi de Pologne, aux électeurs de *Brandebourg* et de *Saxe* qu'il avait prit arme pour

---

<sup>125</sup>) J. du Hamel de Breuil, *Sobieski*, p. 250—251.

<sup>126</sup>) Angyal, *Késmárki*, t. 2, p. 70—80; Orel, op. cit.

<sup>127</sup>) St. Katona, *Historia critica regum Hungariae*. T. 36. Buda 1805, p. 106—107.

<sup>128</sup>) Lettres du roi de Pologne, Jean Sobieski, à la reine Marie Casimire pendant la campagne de Vienne. Publiée par N. A. Salvandy. Paris 1826.

<sup>129</sup>) B. Köpeczi, Die Religionspolitik Thököly's und die internationale öffentliche Meinung, dans: *Rebellion oder Religion?*, Vorträge des internationalen kirchengeschichtlichen Kolloquiums, Debrecen, 12 février 1976. Debrecen 1976, p. 65.

<sup>130</sup>) Ibidem.

la défense des libertés hongroises, car l'empereur opprimait le peuple hongrois<sup>131</sup>). Il resta allié des turcs, mais plein d'espoir d'un armistice ou d'une conclusion de paix entre les turcs et l'empereur.

En effet, à la fin de l'année 1684, on compta sur la possibilité d'une paix. *Guilleragues* était d'avis que l'issue du siège de Bude aurait de l'importance, car, en cas d'insuccès, les impériaux devaient se retirer pour l'hivernage dans les états de la maison d'Autriche. Selon lui, la défense ou la reddition de Bude devraient servir de point de départ pour de nombreuses transactions, les pertes de l'empereur étant également importantes<sup>132</sup>). Il paraît que, dans le cas où la paix aurait été conclue entre le sultan et l'empereur, les français auraient voulu faire de *Thököly* un souverain hongrois au service des intérêts français. Cela peut être aussi confirmé par le fait qu'après la défaite de Vienne, fin septembre, *Guilleragues* proposa à *Thököly* — qui lui demanda conseil comment se comporter par la suite — de chercher les moyens d'être reconnu comme souverain dans l'introduction ou parmi les points des arrangements à propos desquels il y a si souvent des négociations avec Vienne concernant les hivernages, l'armistice ou d'autres affaires<sup>133</sup>). Même en mars 1684 il tenait pour possible que *Thököly* arriverait à conclure un accord avantageux, encore qu'il sut que son parti était affaibli. Le 6 octobre 1684 il écrivit ce qui suit: »Si l'Empereur fait la paix avec la Porte, il serait à souhaiter, ce me semble, que Tékély fût prince paisible de Transylvanie, ce qui ne serait pas peut-être impossible.«<sup>134</sup>)

En 1684 se répandirent des nouvelles selon lesquelles le roi de France eut quelques plans contre les turcs, et, par conséquence, il proposa à *Thököly* de s'accorder avec l'empereur<sup>135</sup>). On parla aussi de l'intention de *Louis XIV* d'éloigner *Thököly* de la Porte<sup>136</sup>). Entretemps, *Louis XIV* obtint de l'empereur l'accomplissement de ses exigences et en 1684 l'armistice de Ratisbonne fut conclu. Mais il ne fut pas question de *Thököly* dans cette armistice. L'armistice avait un caractère d'orientation, sans apporter une solution aux questions litigieuses entre les deux puissances, et ainsi, il permettait l'éclatement de nouvelles hostilités. L'importance du front turc diminua pour la France, certes, mais ce qui s'y passait n'était pourtant pas indifférent. On aurait voulu, dans la suite aussi, éviter la conclusion de paix, et les français

<sup>131</sup>) H. Marczali, *Regeszták a külföldi levéltárakból*. Budapest 1882, p. 248—250.

<sup>132</sup>) *Guilleragues* au roi, du 6 octobre 1684, *Correspondance*, t. 2, p. 1017—1018.

<sup>133</sup>) *Guilleragues* au roi, du 28 mars 1684, *Correspondance*, t. 2, p. 940.

<sup>134</sup>) *Guilleragues* au roi, du 6 octobre 1684, *Correspondance*, t. 2, p. 1017.

<sup>135</sup>) *Forval* à *Colbert de Croissy*, le 15 octobre 1683, A. E. C. P. Hongrie, t. 7, fol. 210, cité par Hudița, *Répertoire*, p. 260.

<sup>136</sup>) Rapport de *István Szenczi* à *Thököly*, Adrinople, le 20 octobre 1684, dans: *Recueil des manuscrites de M. Dercsényi*, MS 4830/2. fol. 3782—3783.

cherchèrent à disloquer le système d'alliance de la Sainte Ligue, avant tout en éloignant *Sobieski*<sup>137</sup>).

Comme sa dernière action politique, *Thököly* envoya *Szirmai* à Vienne en 1685 pour conclure un armistice. Il prometta cette fois-ci qu'il abandonnerait les turcs si la cour de Vienne assurerait les libertés politiques et religieuses aux hongrois. Il demanda une amnistie pour lui-même et pour ses adhérents, puis la remise de ses biens<sup>138</sup>). Mais, à cette occasion, les efforts de *Thököly* furent stoppés par les turcs, pour pouvoir conclure la paix avec l'empereur, et il fut arrêté. Cette action turque signifia la fin de la carrière politique de *Thököly*. Après 1685, il fut officier de l'armée turque, qui put reconquérir une importance politique que passagèrement.

En 1686 s'organisa la Ligue d'Augsbourg, les contradictions entre le roi de France et l'Empereur s'aggravèrent. Les français eurent besoin de l'attaque turque contre l'Empereur et ils appuyèrent, de nouveau, *Thököly*. *Louis XIV* attaqua l'Empire Germanique sur le Rhin, mais dans ce temps-là l'Empire Turc fut déjà très faible, «... fut ouvert jusqu'à Constantinople»<sup>139</sup>).

En voyant cela *Thököly* espéra pouvoir devenir prince de Transylvanie avec l'appui français. En 1689 tout se passa comme si son plan d'acquérir la Principauté de Transylvanie se réaliserait. La conclusion de la paix entre *Sobieski* et les turcs se posa sérieusement. Dans ce cas *Thököly*, conformément à son contrat secret avec *Sobieski*, aurait cette principauté<sup>140</sup>). Enfin, en 1690, il pouvait conquérir pour peu de temps la Transylvanie. Du côté français on pensa à faire de *Thököly* prince de Transylvanie, de Moldavie et de Valachie. A l'origine de ses nouveaux plans français, concernant *Thököly*, nous pouvons trouver la guerre de la Ligue d'Augsbourg et les succès de la Ligue Sainte contre les turcs.

Jusqu'en 1695 le pouvoir de *Thököly* se désagréga, mais il n'abandonna quand même pas l'espoir de faire introduire les intérêts hongrois aussi dans la paix qui terminerait la guerre turque. Son espoir ne s'accomplira pas. Conformément au traité de paix à Karlowitz les territoires hongrois occupés par les turcs, à l'exception de la région de Temes, furent acquis par les Autrichiens, et la cause des Malcontents disparut également de l'ordre du jour, les turcs ayant promis de ne plus les soutenir, de ne plus entretenir de relations avec eux<sup>141</sup>).

---

<sup>137</sup>) *Guilleragues* au roi, du 4 mai 1684, Correspondance, t. 2, p. 946; *Guilleragues* au roi, du 6 octobre 1684, ibidem, p. 1014.

<sup>138</sup>) Sur la mission de *Szirmai*: Szalay, Magyarország, p. 302. Theatrum Europaeum. Frankfurt a.M 1691. T. 12, p. 844; Gróf Szirmay István végrendelete, Pozsony, 1711. apr. 14, dans: Archivum Rákocziaenum, I. oszt. Had és belügy. T. 9. Budapest 1935, p. 315—316.

<sup>139</sup>) *Girardin* au roi, Pera le 6 octobre 1687, dans Hurmuzaki, Documente, t. 16, p. 184.

<sup>140</sup>) Hurmuzaki, Documente, p. 228—229.

<sup>141</sup>) Katona, Historia, p. 106—107.

Les réfugiés hongrois et transylvains en Turquie furent établis loin de la frontière. *Thököly* fut exilé dans une région éloignée de l'Empire Turc. Il fut découragé par la conclusion de la paix, mais bientôt l'espoir prit le dessus. Il était convaincu que la guerre reprendrait bientôt en Europe et dans ce cas on aurait besoin de sa personne. Néanmoins, sa maladie et son exil en Nicomédie ne lui donnaient plus la possibilité d'agir. Celui qui continua la lutte fut son beau-fils, *Ferenc Rákóczi*.

## Conclusions

Si nous nous posons la question, comment peut-on juger la politique de *Thököly*, nous devons en premier lieu souligner le fait, qu'il combattit pour l'indépendance de la Hongrie. Ce fut *Louis XIV* qui l'aida à formuler ce but, puisqu'il lui ouvrit de nouveaux horizons au commencement (en 1678). Ses perspectives furent tellement attirantes aux côtés de *Louis XIV* qu'il ne pouvait pas suivre une politique plus modérée après la conclusion de la paix de Nimègue. Cela lui fut aussi difficile à cause de la politique de paix de l'empereur, qui lui créa une situation très avantageuse en pouvant utiliser pour ces fins personnelles une attaque turque éventuelle contre l'empereur. Toutefois, il avait quand même mal compté. Il surévalua le conflit entre les grandes puissances Européennes. En dépit des espérances de *Thököly*, l'occupation de Strasbourg ne fut pas suivie d'une guerre entre l'empereur et le roi de France et un accord ne se réalisa pas non plus. Donc, ce fut en vain d'essayer de régler le conflit en se proposant comme intermédiaire pour la conclusion de la paix entre l'empereur et les turcs. *Thököly* ne reçut jamais de l'empereur des conditions acceptables. Ce fut inévitable qu'il devienne allié des turcs: cela fut une conséquence directe de la politique des grandes puissances européennes de cette époque. La seule possibilité qui lui resta fut de faire de plus en plus de fait d'armes contre l'empereur pour avoir plus de poids à l'occasion de la conclusion de la paix. *Thököly* fut au centre de plusieurs ambitions: les ambitions politico-militaires françaises, impériales et turques et, en plus, ses propres ambitions personnelles. Il eut beaucoup de confiance en l'aide française mais le résultat de la coopération des grandes puissances fut le fait que l'indépendance de la Hongrie n'était pas réalisable à ce moment-là.